

Numéro spécial bandits

24 pages
2 €

BAKCHICH HEBDO

N°14 | DU MERCREDI 23 DÉCEMBRE AU MARDI 12 JANVIER 2010 | 2 euros

Ils ont flingué l'année !

BALKANY Bellucci

BERLUSCONI

Bongo **CHIRAC**

Dassault DOMENECH

FERRARA Flosse **Guérini**

Kouchner LEFEBVRE **Madoff**

Morandini **MUSULIN** Pasqua

TREIBER Zacharias...



PROCHAIN NUMÉRO LE MERCREDI 13 JANVIER 2010,
AVEC UNE NOUVELLE FORMULE ET TOUJOURS PLUS D'INFOS

T 03766 - 14 - F: 2,00 €





WANTED



LE CRIME PAIE BIEN

J.-M. BOURGET

L'époque est aux bandits. Soyons bandit. Qui, mieux que lui, fédère les atouts ? Absence de scrupules, égoïsme, célébrité à tout prix mais à bon compte, sans honte il s'affiche et on l'aime. L'insubmersible Bernard Tapie a été le premier bandit de ce mode nouveau, le premier membre de l'académie des forbans. Adulé même quand il piétine l'éthique, marche sur les lois et le reste de l'humanité. Dans les écoles, à la place de l'Histoire, imposons l'enseignement de la saloperie. En 2009, *Bakchich* n'a pas eu assez de mains pour compter les bandits défilant dans ses colonnes. Noël est là, et l'année nouvelle, normalement, doit suivre. C'est l'heure du bilan, le temps du règlement de comptes. Nous dressons la galerie des héros, que la Patrie leur soit reconnaissante. Avec l'arbitraire pour doctrine, nous assignons à résidence, dans le papier du journal, de vrais rapaces à côté de petits bandits, qui eux nous font rire. Ce qui est le propre de *Bakchich*.

SALAUDS EN COL BLANC

Dans ces pages, vous allez retrouver des pères fondateurs, Bonnie et Clyde ; Bonnot et sa bande qui sont cousins de Ravachol. Des figures sur lesquelles l'Histoire a tourné sa page. La révolte, même stupide et vaine, a été domestiquée comme un cheval de rodéo, elle ne gronde plus. Dans nos portraits, l'emploi du rebelle n'est plus assuré que par Ferrara, truand qui a fait exploser les murs de la prison. Nos autres icônes travaillent en col blanc, avec des colonnes de chiffres, de mauvaises factures, de l'informatique, des amis PDG ou élus, sur une liste marron. Quand ils ne sont pas eux-mêmes maîtres du monde, un peu, comme Berlusconi, Ben Ali ou Chirac. Même si nos bandits ne sont pas des cadeaux, *Bakchich* les enveloppent pour vous souhaiter un nouvel an à la mode : cessez d'être honnêtes *

sommaire

Quartier libre

p. 3 et 4

Les dessinateurs de *Bakchich* ont braqué, le temps d'un numéro, les bandits de l'année.

Au bout de leurs crayons : Jacques Chirac, Frédéric Lefebvre, Thierry Henry et Raymond Domenech, Bernard Kouchner et l'embourbé Barack Obama en Afghanistan. Ainsi que les grands de ce monde, réunis au cours du G 20 de Pittsburgh ou lors du récent et cataclysmique sommet de Copenhague. À peine caricatural.



Le bandit de l'année

p. 5 et 6



La rédaction a décerné le prix hautement convoité du bandit de l'année à Tony Musulin, le Tony Montana des convoyeurs de fonds, qui s'est envolé le 6 novembre dernier avec un butin de 11,6 millions d'euros avant de se rendre de lui-même à la police monégasque. Le bandit de grand chemin, aujourd'hui en prison, reste muet concernant le reliquat de 2 millions d'euros tombés du camion. *Bakchich* a mené l'enquête sur le braqueur solitaire.

Au menu : les incertitudes sur la libération conditionnelle du convoyeur dès janvier, les difficultés des flics à lui trouver un complice, la bio assez triste de ce Français ordinaire payé un peu plus que le Smic, la Ferrari qu'il s'était offerte pour égayer l'ordinaire, et enfin le casse où l'on voit un truand respecter les feux rouges...

L'abécédaire

p. 7 à 16

Roger Auque * Les cabanes françaises * Monica Bellucci * François-Marie Banier * Jacques Chirac * Jean-François Copé * Flavio Briatore * Abdelmalek Droukel * André Santini * Serge Dassault * André Daguin * Les hackers * Gaston Flosse * Antonio Ferrara * Jean-Noël Guérini * Silvio Berlusconi * Julien Dray * Bernard Kouchner * Gérard Larcher * Leila Trabelsi * Patrick Balkany * Jean-Marc Morandini * Bernard Madoff * La mafia russe en Israël * Antoine Nivaggioni * Charles Pasqua * Eurotunnel * Farid Berrahma * Daniel Bouton * Joey Starr * Jean-Pierre Treiber * Louis-Pierre Wenes * Than Shwe * Antoine Zacharias *



Nos rencontres avec quelques brigands

p. 17 et 18



Au fil des années, les journalistes de *Bakchich* ont croisé des escrocs de tous bords. De l'avocat de la pègre parisienne Karim Achoui au chef d'État gabonais, feu Omar Bongo. De l'ex-patron des Renseignements généraux Yves Bertrand, au numéro deux d'Elf, Alfred Sirven. En passant par des canailles friquées : Pierre Falcone, marchand d'armes à l'international et acteur de premier plan dans l'affaire de l'Angolagate et le gros poisson André Guelfi, dit « Dédé la Sardine ». Récits de rendez-vous à couteaux tirés.

Les légendes de la gâchette

p. 19 à 21

Une petite sélection des bonnes feuilles de l'ouvrage *Hors-la-loi* publié aux éditions Arthaud. Grand portrait du couple mythique Bonnie Parker et Clyde Barrow ainsi qu'une petite histoire de la bande à Bonnot et de l'épique Richard Burton. Des légendes de la gâchette comme il n'en existe plus, illustrées par des photos d'époque. De quoi faire passer Jean-Pierre Treiber et le convoyeur Tony Musulin pour de vilains petits vauriens.



Les mauvais garçons de Bakchich

p. 22



Les bandits sont partout. Même au sein des plus belles et méritantes rédactions. Découvrez, ou redécouvrez la fabuleuse histoire de votre journal préféré. Sans caviar ni fioriture, délogés à maintes reprises, les petits voyous de *Bakchich* sont devenus au fil des ans de vénérables parrains de l'investigation, enviés de tous. Depuis septembre, la petite mafia de la rue de Charonne a investi les quartiers de la presse papier. Tremblez, honnêtes gens ! *Bakchich Hebdo* étend son réseau chez tous les bons marchands de journaux chaque mercredi. De quoi satisfaire votre insatiable appétit d'enquêtes abreuvées de mauvais esprit. Être hors-la-loi, ça ne s'improvise pas. Parole de malfrats.

Les casses de Bakchich Hebdo

p. 23

Retrouvez les plus belles prises de *Bakchich Hebdo* depuis trois mois. Les carnets d'un acteur clé des fréquences de Taiwan, les magouilles de la politique marseillaise, les dessous du travail à la chaîne à TF1 et le rapport qui flingue la RATP.

MOT POUR MOT

BANDIT [bãdi].

n. m. Pas forcément d'honneur.

Le grand banditisme ne fait plus de vagues : ses insulaires dynasties finissent de s'éliminer entre elles, montrant que sous certaines latitudes un simple siège de conseiller général pouvait constituer une profession aussi dangereuse que la construction navale et le bâtiment, deux métiers où, pourtant, on travaille vraiment. Reste la gestion de cercles de jeux, petit métier dans lequel on rencontre, bizarrement, toujours les mêmes noms, liés à celui d'un ex-ministre de l'Intérieur qui a couvé la (ré)ouverture des cercles bien avant l'ouverture au Besson. Ah ! que serait la droite élyséenne sans Lefebvre (le bruit) et le poker (la fureur) ?

Dans ce contexte, pourquoi s'acharner sur Pasqua, qui vient de récolter de la « ferme » pour des bagatelles, et qui a le pire devant lui (c'est pour cela qu'il menace de balancer) ? Tout l'ouest de Paris, dans la légende du banditisme municipal, a ses lettres de noblesse depuis belle lurette. Et là aussi, ça se passe (bien ou mal) en famille – au moins, en couple. À gauche, on fait ce qu'on peut, mais le bricolage dans les villes moyennes, l'affaire Urba, et même les vide-poubelles de Marseille, cela fait carrément artisanal, province, gagne-petit. Rien à voir avec un ex-ministre de l'Intérieur en zonzon et un ex-Président banqué au Japon. Mais, patience ! On attend une livraison de filous fiscaux de beau gabarit, dans l'épreuve reine du compte en Suisse : si Woerth continue à taire leurs 3000 noms, il va finir par se faire inculper pour complicité par Montgolfier, le canard WC de la Baie des anges.

PASSE-MOI LE RECEL

En fait, les vrais as du braquage, ce sont les bourrés de jonc, les héritières givrées, les « fils de » issus de sperme à particule, les patrons vénitiens et les yachtmen sympas qui soustraient à l'impôt sur leur revenu, grâce au bouclier fiscal, de quoi entretenir une fac pendant un an, et placent le reste aux Caïmans. Une forme sarko-compatible de racket, diront les jaloux. Mais le sommet du panier, ce sont ces restaurateurs qui empochent la baisse de la TVA réglée par le pigeon, pardon, le client, sur son addition inchangée, pendant que Bamboula continue à faire la plonge au black pour 10 euros par jour. Plus du tiers de la profession. Et encore 20 % qui ne volent que 10 % (ils ont investi en achetant une moulinette neuve). Pas manchots, ces bandits-là. Un conseil : changez de cantine, car bouffer chez eux, c'est quasiment du recel. Bon réveillon ! *

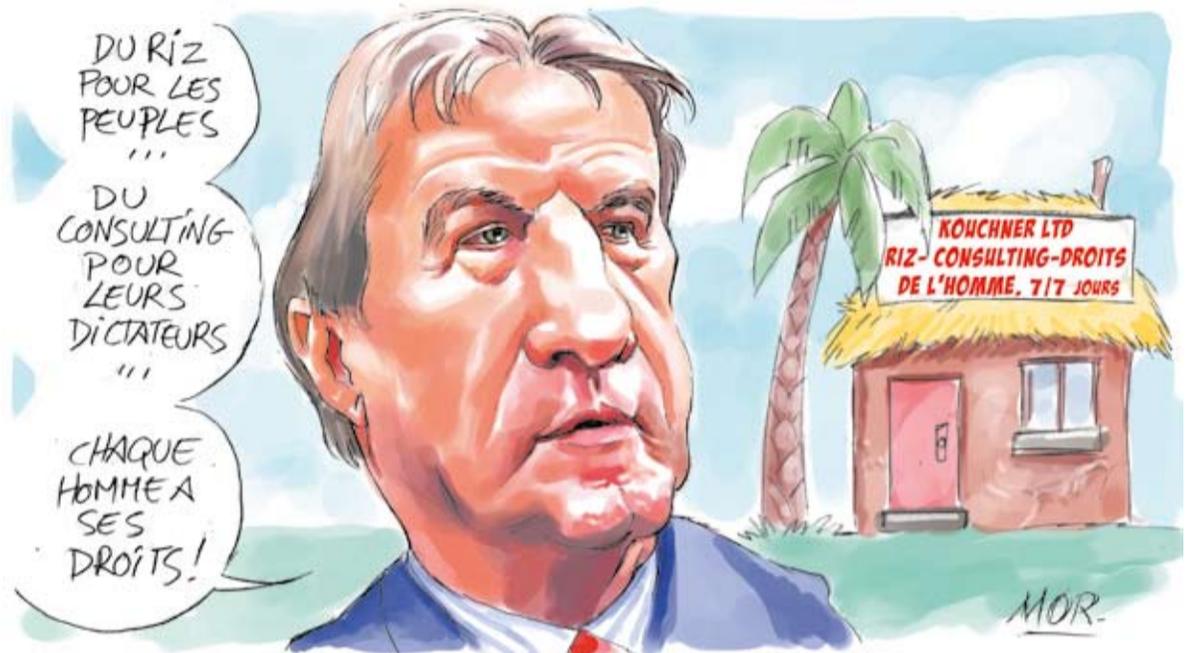
JACQUES GAILLARD



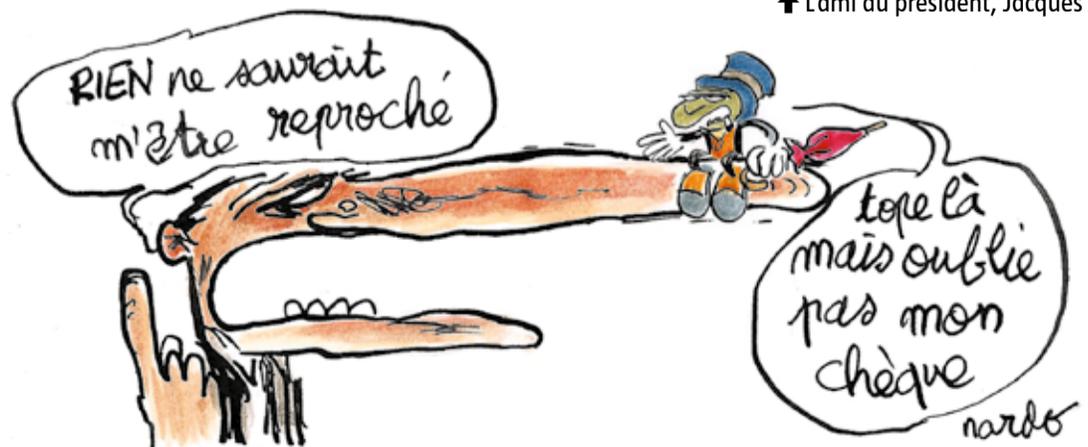
Bandits dessinés



↑ Des escrocs chez les écolos ?



↑ L'ami du président, Jacques Séguéla





HOLD-UP Voilà un homme – simple – qui a réussi à piquer plus de 11,6 millions d'euros en toute tranquillité, s'est évanoui dans la nature, puis s'est rendu aux flics de son plein gré. Tout un mystère... Tony Musulin mérite sa place en tête de notre palmarès des bandits de 2009.

Musulin, bandit de l'année

Voici un bandit qui a fait boom cette année. Et le grand boom provoqué par Tony Musulin, convoyeur de fonds grognon et solitaire, fut avant tout médiatique. Pour le reste, la nouvelle star du Web et des zincs de bistrot n'a pas de sang sur les mains.

Le 5 novembre 2009, peu avant midi, ce sont 11,6 millions d'euros en coupures usagées et – cerise sur le gâteau – en billets non numérotés, qui disparaissent dans la nature. « Sans haine ni violence », selon la fameuse formule de Spaggiari. Zéro coup de feu, pas même une paire de baffes. Un coup qui semble tenir du coup parfait.

BRAS CASSÉ

L'espace de quelques heures les enquêteurs de la Police judiciaire lyonnaise ont pensé être confrontés à l'un de ces grands hold-up de l'histoire qui font ou défont les carrières. Celui de La Poste de Strasbourg en 1971 (11 millions de francs) ou celui de l'UBS à Genève en mars 1990 (125 millions de francs).

Les hommes de la PJ lyonnaise passent en revue les équipes capables de monter un tel casse. On les compte sur les doigts d'une main. Et d'aucuns croient alors déceler la patte de la Brise de mer ou de ses émules, qui font la loi en Corse et jusque dans le Sud de la France.

Tandis que la France profonde s'enflamme pour sa nouvelle star, Tony Musulin perd rapidement la main. Après avoir minutieusement préparé son coup depuis la location d'un box, en avril 2009, sous un faux nom, Musulin se rend finalement après s'être fait reprendre la majeure partie de sa galette (9 millions sur 11). En 48 heures ! Commentaire déçu d'un vieux crocodile de la PJ : « Tony Musulin a planqué son butin comme s'il s'agissait d'un vol à la roulotte, d'un auto-radio. »

D'où cette délicate question : l'auteur du hold-up du siècle peut-il aussi être un bras cassé ? *



Si Tony Musulin avait encore le sourire aux lèvres lorsqu'il s'est rendu à la police monégasque, le 16 novembre dernier, c'est une époque désormais bien révolue. Incarcéré à la prison de Corbas, dans la banlieue de Lyon, le convoyeur le plus célèbre du pays est à l'isolement 24 heures sur 24. « C'est dur et il commence à en baver », indique à Bakchich l'un de ses avocats. Mais il n'existait guère d'alternative à cet isolement. « Tony Musulin a suscité un tel phénomène de curiosité, que pour sa sécurité, il n'est pas possible de le laisser au contact des autres détenus. »

En attendant, il n'a droit à aucune visite mais reçoit un abondant courrier dont, effectivement, nombre de déclarations d'amour. Solitaire et gueulard, Tony Musulin n'en est pas moins un grand séducteur. Beaucoup de soutiens proviennent d'ex-petites amies, dont une superbe judoka qui lui envoie une photo où elle s'exerce au grand écart sur un sol de briques.

Alors, craquera, craquera pas ? Une certitude, le convoyeur auteur du plus fameux fric-frac de ces dernières années n'a toujours pas retrouvé la mémoire. Tony Musulin ne sait toujours pas où sont passés les 2,5 millions qui manquent à l'appel. Interrogé à plusieurs reprises par le magistrat instructeur, le convoyeur « ne sait pas, ne se souvient plus ». Cueilli à Nice, il ne se montre guère plus bavard avec les flics qui l'emmènent vers Lyon et qui garderont un très mauvais souvenir de ce voyage.

UNE VIE BANALE

Pour l'heure, donc, ce solide gaillard qui affiche 100 kg et 1,80 m tient en échec la PJ lyonnaise. Certes, celle-ci est parvenue en un temps record à récupérer l'essentiel du magot (9 millions sur 11,6). Mais les flics peinent à confirmer le costume de voyou qu'ils tentent de lui tailler afin de le maintenir en prison.

Fils d'un Serbe gros bosseur et d'une Croate, qui plaquera la famille pour partir avec un

amant en Nouvelle-Calédonie, Tony aura eu une existence presque sans histoires. Pendant dix ans, il menait une vie paisible en compagnie de sa femme. Il arrondissait son salaire de 1600 euros grâce à quelques petits boulots, comme beaucoup d'autres convoyeurs.

Il y a un an, Tony rencontre un mystérieux Yougoslave dont la PJ n'a récupéré que le prénom. Et sa vie bascule. Il se sépare de sa compagne, devient irascible et cesse de rembourser l'emprunt à la Caisse d'Épargne qui lui avait permis d'acheter avec un ami un modeste immeuble à Romans, dans la Drôme. En avril 2009, le convoyeur loue le box qui abritera, le jour du casse, le véhicule Kangoo où il embarque son butin.

UN AMATEUR DE GÉNIE

Tout le mystère du casse de Lyon réside dans ce paradoxe. Voilà un hold-up qui tient du casse parfait mais dont l'auteur serait un pur amateur. « Jamais de vrais pros n'auraient laissé l'ar-

gent sans surveillance. L'argent, c'est sacré ! On ne le lâche pas une seconde de l'œil. Il est impensable d'abandonner 11 millions à la merci du hasard, d'un rôdeur, d'un incendie dans un box », s'étrangle ce policier qui, dans le même temps, estime que Tony Musulin a une tête de « soldat », mais pas celle d'un « cerveau ».

SUITE PAGE 6





PLEINS FEUX

TONY MUSULIN | SUITE

Au cours des heures qui ont suivi le braquage, la police a déployé des moyens considérables pour retrouver le butin. Il lui a ainsi fallu moins de 48 heures pour découvrir le box que Musulin avait loué sous un faux nom. Celui de l'ex-mari de son ex-concubine... Munis de cette carte maîtresse, les policiers ont immédiatement mis en place une planque, convaincus que, tôt ou tard, le convoyeur reviendrait chercher son butin. Or celui-ci n'est jamais repassé. Une trop belle intuition au goût de policiers, persuadés que l'information selon laquelle 9 millions d'euros avaient été récupérés avait transpiré au sein de l'entreprise de convoyage, la Loomis. Un comparse, pensent les flics, aurait bien pu en avertir Musulin.

De fait, l'hypothèse selon laquelle un homme seul, payé au Smic, puisse s'emparer de près de 12 millions d'euros sans même brûler un feu rouge s'avère très embar-

rassante. Pas sûr que, demain, la société Loomis, qui exerce un commerce sécuritaire, puisse encore vendre son savoir-faire dans les super-systèmes et autres clés inviolables.

Or l'enquête paraît établir que les procédures de sécurité en usage dans l'agence lyonnaise étaient particulièrement lâches. En théorie, l'argent est inaccessible aux convoyeurs. Un coordinateur ferme le coffre dans le

fourgon et celui-ci ne peut, en principe, être ouvert qu'une fois arrivé à destination par un employé de la banque. Il semble qu'en réalité certains employés disposaient d'une télécommande ouvrant indifféremment toutes les portes...

Les sanctions prises au sein de la Loomis ont frappé principalement des cadres – le chef de transport et le chef d'agence lyonnais – licenciés pour « cause réelle et sérieuse », tandis que les deux collègues de fourgon de Tony Musulin n'écopaient que de peines symboliques.

Devant le juge, le patron de la Loomis est par ailleurs revenu sur ses déclarations faites au *Figaro* selon lesquelles il n'y avait pas de plafond légal aux sommes transportées dans un fourgon. En réalité, ce sont 6,3 millions d'euros maximum, a-t-il depuis rectifié. Hélas pour lui, Tony Mu-

sulini et ses collègues en transportaient le double. Pour des raisons d'économie...

En matière de transport de

fonds, il y aura incontestablement un avant et un après-Tony Musulin.

Pour l'heure, l'enquête se concentre sur la personnalité du convoyeur et ses éventuels antécédents. La piste de la Ferrari et de l'escroquerie reste à confirmer. Il apparaît en effet qu'avant d'acquiescer un véhicule semble-t-il très au-dessus de ses moyens, Tony Musulin avait acheté plusieurs autres véhicu-

LA REDDITION DU GÉNIE DU BRAQUAGE



les de luxe. Dont déjà une Ferrari. L'achat précédent finançant le suivant.

N'en subsistent pas moins des zones d'ombre, comme cette dizaine de comptes bancaires dont on saisit mal la nécessité.

Si les mouvements autour de ces comptes et si l'origine des fonds s'avèrent douteux, « la police

tarde à le démontrer », observe narquoise la défense. Le match est loin d'être terminé...

La France profonde s'est reconvenue dans ce convoyeur qui gagnait à peine plus que le Smic. Pas sûr que les médias veuillent en faire une star : trop seul, trop loser, trop anonyme

ÉRIC LAFFITTE

D'autres ne se font pas prendre

Les histoires de braquage finissent mal. En général. Mais de petites exceptions motivent encore les larrons. Bien plus fûté que le Lyonnais Tony Musulin, le Berrichon Jean-François Aubrun a mis la main sur un butin, certes plus modeste, mais sans jamais se faire prendre... Les faits datent de plus d'une vingtaine d'années.

Le 22 décembre 1986, alors âgé de 28 ans, ce convoyeur employé de la Société de surveillance de l'Ouest, à Orléans, avait réussi à persuader ses deux collègues de le laisser finir seul la tournée... Qui n'a jamais vraiment cessé. Depuis, on ne l'a jamais revu.

DES FLEURS FANÉES À SON EX

Pas plus que les 4,5 millions de francs (686 000 euros) avec lesquels Jean-François Aubrun a disparu. Selon la légende, le seul signe de vie jamais donné par le nouveau millionnaire aurait été un bouquet de fleurs adressé, une semaine après son forfait, à... son ex-femme. Un peu pingre, comme cadeau de rupture !

Vingt-trois ans après, du fait de la prescription, le convoyeur ne risque en théorie plus aucune poursuite pénale. Il préfère quand même rester discret.

On connaît bien l'adage « pour vivre heureux vivons caché ». Sûr qu'un braqueur se doit de respecter une telle règle de vie

Procédure judiciaire, Tony le millionnaire pourrait être libéré dès janvier

Tony Musulin va-t-il prochainement recouvrer la liberté ? Pour sembler incongrue, la question est pourtant pertinente et les avocats du convoyeur, Maîtres Thierry Banbanaste et Christophe Cotte-Bretonnier, vont présenter une demande de mise en liberté dès janvier prochain. Une perspective qui donne des sueurs froides aux policiers et fait cauchemarder la chancellerie.

SIMPLE VOL

Une telle demande a-t-elle des chances raisonnables d'aboutir ? Une remise en liberté n'aurait rien d'infondée sur un plan purement juridique. Car Tony Musulin n'est poursuivi que pour un simple vol. Son casier judiciaire est vierge, il n'a commis aucune violence. Surtout, élément essentiel, il s'est rendu de son plein gré, la garantie sérieuse qu'il se présentera bien à son procès. Pour un vol simple – quand bien même il s'agit de 11,6 millions d'euros ! –, son maintien en détention préventive ne peut excéder quatre mois. Ainsi le veut la loi !

Pour contrer cette logique judiciaire, une véritable course contre la montre

s'est engagée ; et l'instruction est menée au pas de charge : « Une instruction TGV », commente un observateur du palais de justice, qui estime que le procès pourrait se dérouler dès le mois de mai. « Les commissions rogatoires fusent dans toutes les directions. » Les poulets sont mis à rude contribution. L'objectif ? Empêcher que Tony Musulin ne compare libre à son procès et trouver l'élément qui permettrait d'alourdir la baraque. Notamment une complicité, afin de requalifier les faits en « vol en réunion » ou, mieux, « as-

sociation de malfaiteurs ». Bakchich peut confirmer que des investigations sont toujours en cours à la Loomis, la boîte de transport de fonds de Musulin, pour tenter de lui trouver un complice. Les peines encourues dans ce cas seraient de cinq à quinze ans de prison.

TRAVAILLER PLUS

Pour l'instant, aucun élément à charge n'est venu alourdir le dossier du convoyeur. Qu'il s'agisse de la dizaine de comptes qu'il possède ou de la SCI dont il est co-actionnaire,



pour l'achat d'un immeuble de trois étages, après avoir souscrit un crédit à 100 %.

Comme beaucoup de convoyeurs, dont l'emploi du temps est généralement fait de demi-journées, Tony Musulin complétait son salaire de 1600 euros en bossant le soir.

Les enquêteurs se sont également penchés sur le cas de la Ferrari que le convoyeur s'était offerte il y a quelques années. En effet, Musulin avait porté plainte il y a un an pour s'être fait dérober son bolide par deux adeptes du « car-jacking », qui l'avaient braqué en moto avant de lui dérober son véhicule. Cette version est contestée par la PJ, qui prétend avoir les preuves d'un discret voyage effectué par le convoyeur à Belgrade. Là, il aurait vendu sa voiture au marché noir avant de rentrer en bus. Autant de zones d'ombre qui lui valent aujourd'hui une autre mise en examen, celle-là pour tentative d'escroquerie.

Les avocats du convoyeur craignent désormais qu'il ne soit plus « puni » que « jugé » : « Musulin a ridiculisé le système. Il a eu la faute de goût de se rendre sans se faire prendre »

É. L.



L'ABÉCÉDAIRE
DE NOS BANDITS PRÉFÉRÉS

Roger Auque, l'imposteur sans frontières



Jean Sarkozy n'a pas eu l'Épad, mais Roger Auque aura l'ambassade de France en Érythrée. Nomination tout aussi honteuse. Ancien combattant des Kataeb, une milice libanaise chrétienne calquée par son fondateur Gemayel sur le si éprouvé modèle nazi, le futur ambassadeur Roger a naguère fait le coup de feu contre les Palestiniens et les « Arabes progressistes ». Ce lien de sang avec le clan chrétien, et par-delà ses alliés d'Israël, le disqualifiait aux yeux de la majorité des reporters, présents dans le feu de Beyrouth-Ouest au début des années 80.

REPORTER PILLEUR

En 1987, pourtant dûment averti du risque, il est enlevé par une faction chiite libanaise. Il passe onze mois dans la terreur. Libéré, indemnisé par le Trésor public français, Roger n'est plus Auque, mais devient : « Auque-l'Otage ». Son nouvel état civil d'aristocrate de presse. Un surprenant panégyrique du *Monde*, rédigé par Raphaëlle Bacqué, est publié au moment des dernières municipales. Auque se présente en effet sur les listes UMP, dans le IX^{ème} arrondissement parisien. En terre socialiste, l'homme devient opposant. Pas franchement dans ses habitudes.

La page de gloire décrit Roger comme l'archétype du reporter de guerre... Si Raphaëlle connaît

bien le Fouquet's, elle est moins instruite de ce qui se passe au front. Hors les escarmouches du Liban et des séjours dans un hôtel de Bagdad, on n'a jamais croisé Auque, le copier-coller de Thomas l'imposteur, dans une vraie bataille...

Sa collaboration dans les journaux est brève et peut se terminer mal. Ainsi, de passage à *Match*, son grossier pillage du reportage d'un confrère coûte 300 000 francs au groupe Lagardère, justement condamné. La patience des rédactions épuisées, notre ami tombe enfin sur une bienfaitrice, Tatïe Bernadette, l'épouse Chirac. On lui donne la Légion d'honneur et un job chez Bouygues, ce qui va de pair. Lors de son séjour à Bagdad en 2003 où, bien que prudemment enfermé dans une chambre d'hôtel, il décrit ce qui se passe dans le pays, il profite de sa présence pour diffamer deux confrères. Pour cela, il sera deux fois condamné. Le problème est que, toujours aussi désinvolte, il oublie de payer les dommages qui accompagnent le fâcheux jugement. Les journalistes, Paul Moreira et Véronique Robert, ne font pas de cadeau au gentil Roger si peu aimé dans la profession.

COMPTES VIDES

Voilà mis en branle les huissiers. Surprise, ils font la queue sur le paillason du héros de presse. Et

ses comptes sont plus que vides, ce qui est gênant mais pas infamant. Roger est si las qu'il ne rend même pas le manuscrit qu'un éditeur kamikaze lui a commandé. Il ne rend pas non plus l'avance de 6000 euros. Ce qui agace un tant soit peu les éditions du Moment.

RÉFUGIÉ À L'UMP

Un beau matin, un huissier trouve un domicile d'Auque et y pénètre pour relever les objets dont il peut exiger la mise en vente. Loupé, les meubles et objets ne sont pas au baroudeur mais à une amie du baroudeur... Pendant que les créanciers attendent, plaie d'argent n'est pas mortelle, Roger doit bien continuer d'aller en week-end. Sans voiture, il demande à son pote Bruno Mouron, un photographe, de le cautionner de sa carte bleue. Quand le roi des paparazzi reçoit la note, il constate que son ami n'a pas loué une si pratique Twingo mais une imposante Mercedes; et qu'il l'a gardée bien longtemps. Facture, 1300 euros. Pas de quoi se plaindre, Roger a eu l'urbanité de rendre intacte la grosse charrette teutonne. Finalement, quand la presse et les prêteurs l'abandonnent, Auque se réfugie à l'UMP. Passe facile de Chirac à Sarkozy, Roger n'a-t-il pas une amie qui s'appelle Bruni? Et les amis de Carla forment une grande famille ✪

JACQUES-MARIE BOURGET

PRISONS

LE TRISTE ÉCHO DES CABANES

Belle année pour l'administration pénitentiaire française. Celle-ci peut se targuer d'être la championne d'Europe des suicides en prison, loin devant le Danemark. Avec un taux qui a quintuplé en cinquante ans, passant de quatre à dix-neuf suicides pour 10 000 détenus entre 1960 et 2008, selon le dernier rapport de l'Institut national d'études démographiques, c'est officiel, les prisons françaises sont toujours de boues.

Cent vingt suicides et morts suspects depuis le début 2009 (sur lesquels l'administration pénitentiaire a décidé de ne plus communiquer), une surpopulation croissante, des locaux vétustes, des employés essorés qui ne toucheront pas leurs primes de Noël, des détenus malades qui n'ont rien à faire en prison, la vie chère, le manque de travail en détention, le

Suicides, surpopulation, locaux vétustes, détenus malades... Joli constat.

non-respect des familles, et une politique de réinsertion toujours plus trouble... N'en jetez plus! Un constat accablant que ne démentira pas Jean-Marie Delarue, Contrôleur général des lieux de privation de liberté, qui en début d'année s'alarmait de la situation. « Il y a un oubli social des détenus, contrepartie inévitable du silence auquel leur situation matérielle les contraint et de l'opprobre où doit les tenir l'infraction », expliquait-il dans son rapport.



« Opprobre: Ce qui humilie, mortifie à l'extrême d'une manière éclatante et publique », définit le *Petit Robert*.

Sarkozy, qui n'a même pas pris le temps de recevoir le contrôleur général une seule fois, avait pourtant déclaré que les prisons devaient être « une priorité » pour le gouvernement. Mais Claude d'Harcourt, le

directeur de l'administration pénitentiaire a échoué. Bien aidé en cela par Michèle Alliot-Marie et son sous-ministre Bockel. Ceux-là même qui offrent un sceau d'eau pour éteindre un feu de forêt. Un pyjama indéchirable par-ci, un numéro d'appel d'urgence par-là. Autant de mesurètes, qui ne sont guère suivies d'effets. Et grâce à eux, la France est toujours en taule position ✪

SIMON PIEL

À LOUER

BELLUCCI JOUE À CASH-CASH



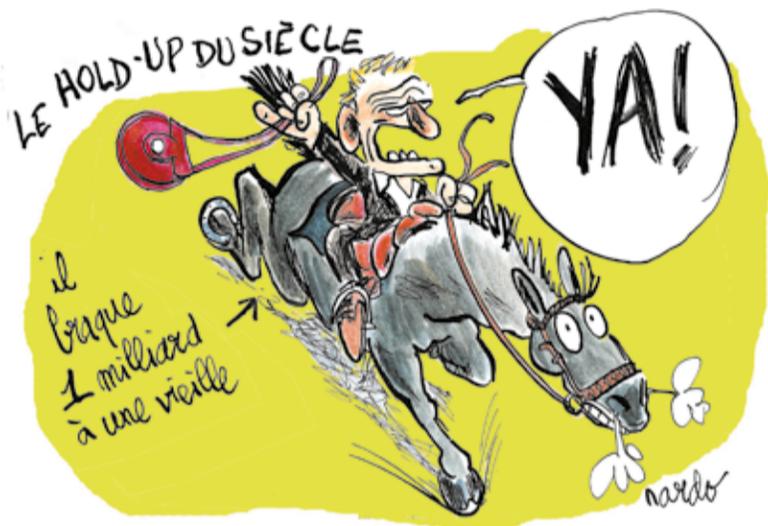
↑ Monica Bellucci ne manque pas d'air. Ni d'argent. Le 8 avril dernier, pour honorer la soirée, au Musée d'Art moderne de Paris, de Lola Karimova, la fille du président-dictateur ouzbek, l'actrice a empoché 190 000 euros. Étaient compris dans le prix un discours, quatre heures de présence et des photos.



ABÉCÉDAIRE

TARIFS François-Marie Banier a beaucoup fréquenté Liliane Bettencourt, propriétaire de L'Oréal. Cette bonne entente a valu au photographe et écrivain de recevoir, sous diverses formes, près d'un milliard d'euros...

Banier le vaut bien



Dans une interview donnée au *Monde* au début du mois de décembre, le photographe François-Marie Banier déclarait : « J'ai réalisé 500 000 photographies, j'ai écrit huit ou dix romans. Je dessine et je peins. Je prépare plusieurs livres. » N'empêche. L'artiste qui jadis prenait le thé avec Aragon et Dali sera jugé mi-avril pour « abus de faiblesse ». Après des mois de procédure judiciaire, le tribunal de Nanterre a déclaré recevable la plainte de Françoise Bettencourt-Meyers, fille unique de la patronne de L'Oréal, Liliane Bettencourt. La fille Bettencourt accuse

Banier d'avoir détroussé sa riche mère : il a reçu d'elle près d'un milliard d'euros.

ACHETEUR ASSIDU

Lors de l'enquête préliminaire diligentée par le parquet de Nanterre, les policiers de la Brigade financière se sont penchés sur « l'environnement patrimonial » de Banier et ont couché le fruit de leurs travaux dans un procès-verbal de synthèse daté du 4 juin 2009 que *Bakchich* s'est procuré. Où l'on apprend que Banier est un acheteur assidu du très cher VI^e arrondissement parisien : treize appartements depuis 1973 ! À quoi s'ajoute l'acquisition en 1987, avec

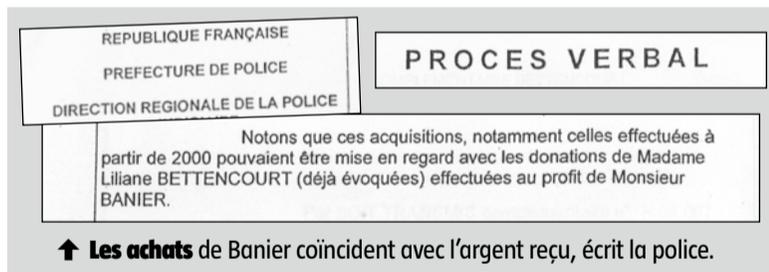
un lord anglais, d'un « ensemble immobilier comprenant bâtiments à usage d'habitation et dépendances et diverses terres attenantes et non attenantes » pour la somme de 2,65 millions de francs (environ 412 000 euros) dans le village de Brouzet-Lès-Quissac (Gard). Si, au cours des années 70 et 80, François-Marie Banier tape les banques pour faire ses emplettes ou recourt au viager, il semble en aller autrement après sa rencontre avec Liliane Bettencourt et son mari, André, en 1987. À cette époque, le photographe fréquente une certaine Madeleine Castaing, influente décoratrice et antiquaire parisienne. Comme *Bakchich* l'a révélé en août 2009, les policiers ont interrogé le petit-fils de Madeleine, qui les a éclairés sur les méthodes de Banier avec sa grand-mère : « Un jour et devant tout le monde, il lui arrache sa perruque et la jette dans la cheminée » mais aussi « il monte sur la table et urine dans les tasses ». Charmant.

Toujours est-il que les premiers dons recensés de Liliane Bettencourt à François-Marie Banier remontent à 1996. Et s'accroissent à partir de 2002 : 34,64 millions d'euros, des œuvres d'art pour 12 millions d'euros mais surtout deux contrats d'assurance-vie de 345 millions d'euros !

ABUS DE FAIBLESSE ?

À partir des années 2000, Banier monte en gamme (immobilière). Il achète, entre autres, un bien dans le VI^e arrondissement pour 11 millions d'euros fin 2000. Trois ans plus tard, un huit pièces d'une valeur de 1,9 million d'euros. Pas étonnant que les flics, qui penchent pour l'abus de faiblesse, concluent leur PV sur « l'environnement patrimonial » de Banier d'un « Notons que ces acquisitions, notamment celles effectuées à partir de 2000, pouvaient être mises en regard avec les donations de Madame Liliane Bettencourt effectuées au profit de Monsieur Banier »

CATHERINE GRACIET



↑ Les achats de Banier coïncident avec l'argent reçu, écrit la police.

CHIRAC, LE MIRACULÉ

Comme il faisait plaisir à voir, le Chi, cet automne, à la Foire du livre de Brive ! L'homme politique le plus populaire de France venait en effet signer le premier tome de ses mémoires, *Chaque pas doit être un but*, qui s'est installé d'emblée en tête des ventes. On le découvrirait emporté par un fou rire aux côtés de François Hollande, l'actuel président socialiste du conseil général de Corrèze.

PLAISIRS JAPONAIS

« Maman » Bernadette, en revanche, faisait la gueule. En effet, les passages où Jacques Chirac célèbre le Japon ne sont pas forcément du goût de l'ex-Première dame. Chacun sait que les voyages répétés du président au pays du Levant n'avaient pas pour unique raison son amour des sumos. Le compte bancaire qu'il possédait chez son sulfureux

ami Osada finançait, dans cette contrée lointaine, quelques menus plaisirs...

Ah ! L'heureux homme. Voici Chirac, à la tête de sa fondation, célébré comme un visionnaire. On salue en lui l'humaniste, précurseur en matière de relations Nord-Sud, lui dont la diplomatie fut celle de son portefeuille et le porta à soutenir des dictateurs, de Saddam Hussein à Sossou et Hassan II.

Ah ! Le miraculé. Cet automne, deux petits juges lui ont bien cherché quelques poux dans la tête, le renvoyant devant le tribunal pour les emplois fictifs de la Ville de Paris et le mettant en exa-



men pour « prise illégale d'intérêts » dans le dossier du RPR. Mais comment cette bave judiciaire atteindrait-elle la blanche colombe chiraquienne ? Le parquet de Paris s'est précipité pour le soutenir ; Ségolène Royal a couru à son secours ; et Maman, invitée à déjeuner par Carla, a été réconfortée par Sarkozy en personne. Comme a toujours aimé le répéter Chirac, « cela m'en touche une, sans faire bouger l'autre ».

La surprise pour Jacques Chirac pourrait bien venir des deux juges, Jean-François Redonnet et Philippe Stelmach, qui épluchent les dossiers de Gaston Flosse et cherchent les liens financiers, notamment au Japon, entre Jacques Chirac et l'ex-roitelet de Ta-

hiti. Une commission rogatoire a même été envoyée à Paris pour saisir les documents bancaires de Chirac à la BNP !

DÉRIVES FINANCIÈRES

Entamée en 1997 après la disparition du journaliste Jean-Pascal Couraud, dit JPK, qui enquêtait sur les dérives financières de Flosse, la procédure avait été enterrée par les émissaires de Chirac alors Président. Jusqu'à ce que, discrètement, voici deux ans, la Chancellerie ne mette les bouchées doubles. Au moment où Sarkozy Nicolas, partie civile dans l'affaire Clearstream, ciblait le seul Villepin, le chef de l'État, un certain Nicolas Sarkozy, encourageait les poursuites contre Flosse... et indirectement Chirac. Et un conseiller de l'Élysée de confier : « Dans ce dossier, la procédure judiciaire est lente, mais quand elle est là, elle broie »

ÉTHIQUE

Jean-François Copé-collé



Comme une Miss France rêve de devenir Miss Monde, Jean-François Copé peut viser d'autres podiums. C'est lui qui a mis toute son énergie d'avocat d'affaires et, accessoirement de patron des députés UMP, pour qu'on lève l'impôt sur les indemnités perçues par les salariés accidentés du travail. Voilà bien une saloperie majeure, emblématique du régime : vous êtes en réanimation après être tombé d'un toit et le percepteur fait déjà vos poches. Copé, ce reaganien, et les députés qui ont voté cette cochonnerie, ignorent que ces indemnités, contrairement à l'argent qui rémunère les salariés en cas de maladie, ne provient pas des caisses de la Sécu mais d'une « assurance responsabilité ATMP » constituée par des cotisations patronales. Autrement dit, à cette allure-là, si vous vous faites voler votre voiture et que l'assurance vous rembourse, si on applique la règle Copé, le fisc doit vous taxer sur l'indemnité perçue pour votre bagnole. Cette loi est non seulement dégueulasse mais anticonstitutionnelle. Tout cela pour piquer 150 millions à des prolos. Tandis que les patrons, eux, défalquent le montant de leurs cotisations d'assurance dans leurs comptes de fin d'année, ce qui leur évite de payer deux milliards d'impôts. Voilà un autre bouclier dont on parle trop peu

Flavio brille à tort

Que Flavio Briatore ait pu rester installé dans l'univers de la Formule 1 pendant vingt ans est un bon indicateur de l'importance que ce monde attache à la morale. C'est en vendant des tuyaux à la Bourse de Milan que Briatore, après avoir été moniteur de ski, a connu ses premiers succès. Depuis, Flavio fait peur et sait négocier. Avoir pu naguère acheter l'écurie Ligier, si chère (c'est le cas de le dire) à François Mitterrand, sans se faire pincer par le fisc, est assez fort. Dans la vie en or de Flavio tous les indicateurs sont en hausse jusqu'en septembre 2009. Le pilote Renault, Nelsinho Piquet, fils de son père champion, avoue : « Lors du Grand Prix de Singapour en 2008, c'est volontairement que je suis rentré dans un mur, à la demande de mon patron, Briatore ». Flavio est mis à la porte du circus par le si honnête milieu de la F1. Par Max Mosley, facétieux président de la Fédération Internationale d'Automobile, personnage qui aime, en compagnie de putes, à se déguiser en prisonnier des camps de la mort. Maintenant que l'exemplaire Jean Todt a succédé à Mosley, il est à prévoir que Briatore, ce trésor plein de secrets, sera bientôt pardonné d'être allé dans le mur...

ALGÉRIE

L'ÉMIR STAR D'AL-QAIDA



Il est le cauchemar de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), la bête noire des services secrets algériens et le nouveau chouchou des grands bandits de la galaxie Al-Qaida: Abdelmalek Droukel, l'émir d'Al-Qaida dans les pays du Maghreb islamique, est définitivement la star 2009 du djihadisme international. Élu « meilleure barbe » de l'année! De l'Afghanistan à la Somalie, du Yémen à l'Irak, les décideurs qui comptent au sein de l'organisation de Ben Laden chantent ses louanges.

Qui aurait pu croire que cet ancien étudiant en électronique au look intello

connaîtrait une telle destinée? Le jeune quadra a d'abord dirigé le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et s'est avéré, contre toute attente, un stratège hors pair. Ouvrier de la transformation de son organisation en branche d'Al-Qaida fin 2006, il a réussi à faire passer un groupe moribond, cantonné au seul maquis algérien, à une holding florissante avec filiales tout au long de la zone sahélienne. Pendant qu'il continue à occuper ses hommes sur le terrain algérien contre les forces de sécurité à coup d'assauts renouvelés, l'émir fédère. Ses brigades, repliées dans un coin du Sahel aux

frontières mauritaniennes, maliennes et nigériennes, ont désormais carte blanche pour opérer en son nom. En 2007, les responsables du rallye Paris-Dakar avaient préféré annuler la course plutôt que s'aventurer sur ses terres. Cette année, il fait plus fort. De ses erreurs tactiques, le terroriste, parmi les *most wanted* traqués par Interpol, a tiré les leçons: plus question de cibler des civils comme lors de la vague d'attentats kamikazes qui avaient ensanglanté

Alger en 2007. Mais en faire des otages, lorsqu'ils sont des « mécréants » occidentaux, est bien hallal. Et un vrai bon business: les ransons versées pour la libération des otages européens enlevés aux portes du Sahara tout au long de l'année se chiffrent en millions d'euros.

Cocorico! L'émir, qui a déjà revendiqué l'attentat contre l'ambassade de France en Mauritanie en août, l'enlèvement de l'humanitaire Pierre Camatte au Mali en novembre, a promis de « faire payer la France » si le port de la burqa y était interdit.

Et le barbu d'établir à son tour sa liste de bandits: pour lui, le président Sarkozy est définitivement le meilleur d'entre eux *

ANNE GIUDICELLI

LES BANDICAPÉS

VIEILLE CANAILLE

Il n'y a pas d'âge pour être une canaille. En Allemagne, une femme de 81 ans a été arrêtée pour trafic de drogue. Christa Koehler, surnommée « mamie-droque », a avoué avoir acheté l'an dernier 410 grammes d'héroïne. Pour arrondir une retraite maigrelette? Que nenni! En maman dévouée, la dame ne faisait que reprendre le business de son vilain garçonnet, provisoirement en taule. Les flics allemands ont déclaré avoir saisi de la came et 16 400 euros en espèces au domicile de « mamie-droque » lors de son arrestation. Jugée par le tribunal de Nuremberg, cette dealeuse d'un autre âge a écopé d'une peine de cinq ans de prison. La voilà proche de son fiston.

PEINTRES DE HAUT VOL



Devenir invisible, c'est coûteux et compliqué. À moindre frais, équipés d'un simple marqueur indélébile, deux jeunes génies américains, Matthew et Joey, se convainquent de disparaître aux yeux du monde. Grossièrement tartinés de feutre noir autour des yeux et sur les joues, ils tentent de cambrioler incognito un appartement dans l'Iowa. Repérés par un voisin, les voici contraints de fuir à bord de leur bagnole, une Buick Roadmaster, avant d'être récupérés par les policiers, morts de rire. Débiles ou indélébiles, après lavage, il reste deux tâches.

PAS TRÈS NET

Le crime était presque parfait pour Jonathan Parker. Cet Américain de 19 ans a dérobé pour 3 500 dollars de diamant dans un appart' sans laisser de traces... ou presque. À son arrivée, la victime a eu la surprise de voir que son ordinateur était allumé. Le cambrioleur, trop zen, avait pris le temps de consulter son profil Facebook avant de s'en aller... mais avait oublié de se déconnecter. En vertu de quoi la police n'a eu aucun mal à retrouver l'étourdi.

Le même genre de mésaventure est arrivé à un autre accro du réseau social. Maxi Sopo, Américain de 26 ans en cavale après avoir détourné plus de 200 000 dollars à des banques, menait « une vie rêvée », comme il aimait s'en vanter sur son compte. Mais, parmi ses nombreux « amis » Facebook, s'est trouvé un ancien fonctionnaire du ministère de la Justice. Grâce aux photos et mises à jour régulières, les cops ont repéré le fugitif à Cancun (Mexique). Le vantard a-t-il actualisé son profil: « En zonzon ? »

MULTICARTES

PRENDRE LA VIE DASSAULT

Encore un peu et Serge Dassault, milliardaire, avionneur, sénateur (UMP) et patron du *Figaro*, passait une sale année.

Le Conseil d'État a commencé par lui chercher misère. De présomptueux freluquets ont juré qu'ils avaient accepté de grosses enveloppes du beau Serge pour jouer au facteur et donner d'aussi gros « mandats » aux électeurs de Corbeil-Essonnes. Le précieux fief de Dassault, sa mairie depuis 1995. Qui trop embrasse mal enveloppe! « Achat de voix », tonne l'instance administrative suprême. Un an d'inéligibilité et annulation des municipales de 2008, arrêt du 8 juillet 2009!

EMPIRE MÉDIATIQUE

Dénudé, le sémillant octogénaire se fâche contre ses juges rouges. Et dépose devant le même Conseil, un recours en révision et en rectification. Une procédure très rare, « exorbitante » même, selon une concierge du tribunal administratif. Las! notre milliardaire essuie un nouvel échec. La racaille soviétique en robe le déboute le 6 septembre 2009.

Heureusement, ont suivi de nouvelles élections. Rempportées par le fidèle bras droit, Jean-Pierre Bechter, terrassant le communiste Michel Nouaille de 27 voix. La déferlante rouge ne passera pas. Et l'ami Jean-Pierre – administrateur de la Socpresse, l'empire médiatique de Dassault, donc du *Figaro* – a le bon goût de ne pas s'approprier la victoire. Pendant la campagne, Serge serrait de près son candidat: sur les marchés, sur les af-

fiches de campagne, et même sur les bulletins de vote!

SECRET DU BONHEUR

Aujourd'hui, le milliardaire a toujours un bureau dans la mairie, donne des conseils au nouvel édile, et continue d'errer dans la ville. Un drôle de réconfort pour le vieil homme dont les affaires volent bas. « L'année dernière, nous avons vendu 150 [avons Falcon], s'est-il lamenté à l'université du Medef en septembre dernier, et cette année zéro. » Malheureux en affaires, heureux en amour? Son idylle avec le *Figaro* reverdit! Avec la nouvelle maquette, lancée le 21 septembre, les ventes ont enfin augmenté. Là réside sans doute le secret du bonheur de Dassault. Avoir dans tous les domaines un pied pour ne jamais se les faire tous écraser *

ANAËLLE VERZAUX



RESTAURATION

POUR DAGUIN, TVA BIEN

André Daguin, longtemps patron de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie, revendique davantage le statut d'assassin que celui de bandit. Le 30 août 2004, lors de l'université d'été du Medef, il déclare: « Vous devez être ceux qui menacent, pas ceux qui sont menacés. Vos dents doivent rayer le parquet. L'indulgence est comme la pitié, elle vous déshonore. La société a besoin de durs, pas de mous. Ne soyez pas indulgents avec vos salariés. Je préfère les assassins aux escrocs: les escrocs, les gens les trouvent sympas. Les assassins, non, évidemment; mais pourtant, ils ont un grand mérite, c'est de ne pas être hypocrites. »

Avant de représenter 80 000 bistrotos, restos et hôtels de notre joli pays – important réservoir de votes pour Le Pen –, Daguin a eu

la grande difficulté de naître, puis d'hériter de l'Hôtel de France à Auch. Pendant quinze ans, c'est lui qui a mené le combat pour ramener la TVA de 19,6 à 5,5 % sur les notes de restaurants, promettant que du boulot pour les chômeurs et de l'argent pour les travailleurs accompagneraient la chute de la taxe.

ESCROC OU ASSASSIN ?

Alors, escroc Daguin, puisque rien de tout ça n'est arrivé et que l'affaire coûte trois milliards de TVA à l'État? Mieux, l'indulgent Hervé Novelli, le secrétaire d'État au Commerce, lui-même allaité aux mamelles de l'extrême droite, doit convenir que la baisse de la TVA « n'est pas à la hauteur des engagements pris ».

Pas aveugle, cet Hervé, puisque les prix ont augmenté de 0,1 % en novembre! * J.-M. B.

Dédé Santini fait, ni à faire

Débonnaire député-maire UMP d'Issy-les-Moulineaux (92), André Santini n'apprécie guère qu'on le titille sur la gestion de sa ville. Pour avoir publié un article et des documents qui pointaient la proximité entre la municipalité et deux associations de loisirs d'Issy, une journaliste de *Bakchich* et le directeur de publication de *Siné Hebdo* ont été convoqués par la Police

judiciaire des Hauts-de-Seine. Quant au malheureux suspect accusé d'avoir « volé » les documents, il a écopé d'une mise en examen, assortie de douze heures de garde-à-vue. Dédé sait se défendre... et se placer. Pour les régionales, il guigne le poste de tête de liste départementale dans les Hauts-de-Seine, juste devant la délicate Rama Yade * A. V.



ABÉCÉDAIRE

INTERNET Les pirates des temps modernes sont ceux qui s'amuse à casser la sécurité de sites Web soi-disant inviolables. Un dada qui peut s'avérer lucratif et risqué.

A votre bon hacker

Jeff, la trentaine, est né dans les ordinateurs. Il fut l'un des premiers à accéder au Net. Dès 1998, il s'initie au *hacking* et prend vite le pli. Son dada, pirater les sites qui se disent inviolables, en particulier les sites de sécurité informatique. Il jubile quand il envoie sur les écrans adverses « un petit drapeau » en signe de victoire, comme une fin de course avec champagne à l'arrivée. « Pour moi, c'était vraiment un sport mental, le goût du challenge et montrer que beaucoup de gens mentaient sur leur sécurité. » Avec les années, certains pirates ont hissé un autre pavillon. Ils

divulguent leurs exploits à des entreprises de sécurité, c'est ce qu'on appelle « les white hats ». Une guerre invisible éclate. « Les black hats », dont Jeff fait partie, s'amusaient à pirater les

Si les hackers ont des principes libertaires, ils sont sensibles au fric.

white, qui « engraisaient » les entreprises de sécurité et rendaient le Web de plus en plus étanche. Chez les blacks, beaucoup aussi ont répondu à l'appât

du gain. « Un de mes potes s'est fait pincer pour trafic de numéros de cartes bancaires. Un autre, toujours en activité, détourne des numéros de cartes bleues laissés sur des sites pornos. »

Mais Jeff l'avoue avec peine, lui aussi a un jour cédé, malgré ses principes. Étudiant, en rade de thunes, Jeff vend ses failles à une boîte étrangère. Il propose dix mille euros via un mail crypté. Peine perdue, la société était infiltrée par des hackers. Le soir même, deux personnes le contactent et lui proposent le double. Marché juteux? Bien sûr et aussi un engrenage qui peut rapporter des ennuis. « Moi-même, je me suis fait approcher par des individus louches. Difficile de savoir à qui on parle. J'ai failli donner des renseignements à un type que je croyais cool mais qui en fait m'a avoué qu'il travaillait pour les services secrets chinois. »

L'année dernière, les services de renseignement français lui ont bien fait comprendre qu'il avait été repéré. Petit rendez-vous, interrogatoire décontracté mais précis. Échange de services? Jeff dit qu'il a arrêté. Ce qu'il assure aussi aux journalistes... Reste qu'il se dit « amer » de ce que sont devenus les hackers, « au service du fric, des puissants ou des boîtes de sécurité ». Un brin anar, toujours militant d'un Internet libre, il s'inquiète du flicage croissant de l'espace Web

ANTHONY LESME



TAHITI

GASTON FLOSSE, LES DOIGTS DANS L'ATOLL

Papa Flosse dort en prison. Après trois décennies de règne sur la Polynésie, Gaston Flosse, 78 ans, sénateur, ex-président de la Polynésie française, ex-député et ex-secrétaire d'État en charge du Pacifique, a chuté. Et avec lui son système mafieux où affairisme, intimidation et clientélisme se mélangeaient allègrement.

QUE DU LOURD

Tout a commencé ce jour de 2007 où son « frère » et protecteur Jacques Chirac a quitté l'Élysée. Deux juges d'instruction lui sont tombés sur le dos - Philippe Stelmach et Jean-François Redonnet - ainsi qu'un procureur, José Thorel, dépêché spécialement sur place. Résultat: le 30 septembre 2009, l'ancien homme fort de Ta-

hiti a été mis en examen pour corruption passive, recel d'abus de biens sociaux et complicité de destruction de preuves. Du lourd! Emplois fictifs, achat de votes, pacte de corruption, soupçon de dérapage de ses tontons



makouts dans l'affaire de l'assassinat présumé du journaliste Jean-Pascal Couraud...

ENQUÊTES À GOGO

Au total, trente-quatre enquêtes sont en cours, dont beaucoup ont trait aux sous de Gaston. Il faut dire que l'ancien instituteur reconverti dans les assurances (il représentait les AGF) est soupçonné de s'en être mis plein les poches. La justice l'accuse d'avoir touché 1,2 million d'euros de pots-de-vin de 1993 à 2005. Et de n'avoir jamais remboursé un prêt pour acheter (à prix d'ami) un hôtel particulier dans le XVI^e arrondissement parisien. Comme il est loin, le temps où Paris expédiait des procureurs à Papeete avec pour consigne « Qu'il n'arrive rien à Gaston »

C. G.

RECLUS

FERRARA, ROI DE L'ÉVASION

Antonio Ferrara a été acquitté deux fois en 2009. Lors des audiences à Évry, pour le braquage d'un fourgon à Gentilly, et à Paris, pour celui d'un fourgon à Toulouse, les juges se sont heurtés à des dossiers vides de preuves et en ont tiré les conséquences. Après une année 2008 marquée par sa condamnation à dix-sept ans de prison pour son évasion de la prison de Fresnes, 2009 aura été plutôt bonne pour le braqueur chevronné. Pour chacune de ses comparutions, Antonio Ferrara est sorti de sa cellule du quartier d'isolement D5 de Fleury-Mérogis. Neuf mètres carrés qu'il ne quitte que pour les audiences, les parloirs ou la demi-heure de promenade dans une courette bâchée. Des conditions de détention qualifiées de « torture blanche » par des experts psy-

chiatres. Pour Ferrara, cela fait déjà sept ans d'isolement. Et vingt-trois surveillants mobilisés en permanence.

Et chez « l'isolé des isolés », comme il se définit lui-même, une incroyable fraîcheur et un sens de la répartie qui a plusieurs fois fait se gausser les salles d'audience où il comparait. Ainsi, à la présidente qui l'interrogeait sur l'origine de l'argent qu'il dépensait pendant sa cavale, il répond: « C'est une question qui sent les menottes, madame la présidente! »

Libérable en 2035, au mieux, il n'a jamais caché ses envies d'évasion. L'unique perspective pour survivre? Son avocat historique, Paul-Charles Déodato, l'affirmait à Bakchich: « Antonio Ferrara est prêt à tout pour recouvrer la liberté »

SIMON PIEL

MARSEILLE

LA NOSTALGIE DES GUÉRINI

Tout en haut du vaisseau bleu, au huitième étage du conseil général des Bouches-du-Rhône, le mistral souffle fort, très fort en cette fin d'année 2009. Pourtant, dans les bureaux du maître des lieux, le président socialiste Jean-Noël Guérini, on est habitué aux soufflantes, tant « Nono » est réputé pour son caractère soupe-au-lait.

Boss de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône - faiseuse de roi rose au national -, Guérini règne non seulement sur le département, qui regorge de subventions (un milliard de budget), mais également, depuis 2008, sur la CUM, la Communauté urbaine de Marseille (1,5 milliard d'euros).

Un maître coup de flibuste politique lui a permis d'y installer son homme, Eugène Caselli. 2009 n'avait pas moins bien démarré. Avec l'entrée par la grande porte de « Napoléon » - l'autre surnom de Guérini -, au cœur du port de Marseille. L'heureux homme a été nommé président de la Société coopérative de manutention, l'influente et riche Socoma.

APPELS D'OFFRES TRUQUÉS

Même la presse laissait Nono tranquille. Glosant sur les 400 000 euros détournés du conseil régional par des associations fictives, plutôt que sur les 300 000 versés par le conseil général à des organismes fantoches. Las! tant de gâteaux ont fini par provoquer une indigestion... d'ordures. Une enquête judiciaire dévoilée par Bakchich le 18 novembre, est venue troubler la quiétude de Nono. Gros soupçons de trafic d'influence et d'appels d'offres truqués sur les marchés des déchets. Perquisitions au conseil général, à la CUM et... au domicile d'Alexandre Guérini, le frère de Nono.

Et le Vieux-Port, nostalgique, de fantasmer malgré tout sur un retour d'une fratrie Guérini aux commandes de la ville. Comme au bon vieux temps, quand, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, Antoine et Mémé Guérini, originaires comme Alex et Nono de Calenzana en Corse, régnaient sur le Milieu

XAVIER MONNIER





COSA NOSTRA

IL CAVALIERE MARQUE LE PAS

Son visage maintes fois lifté est aujourd'hui couvert de gros bandages. Après avoir subi une attaque à la statuette de la part d'un « déséquilibré » – une fracture au nez et deux dents cassées –, le *Cavaliere* se repose dans sa villa d'Arcore. Un vrai cadeau de Noël pour Silvio: l'agression a été immédiatement exploitée par ses hommes. Le premier d'entre eux a été Fabrizio Cicchitto, autrefois frère numéro 2232 de l'occulte et anti-républicaine loge maçonnique P2, où Berlusconi avait lui-même le numéro 1816. Aujourd'hui, Cicchitto est le patron du groupe parlementaire du Peuple de la Liberté, la nouvelle dénomination de Forza Italia, le parti de Berlusconi. Cicchitto a donc réagi au quart de tour, en accusant les journalistes du groupe Repubblica-l'Espresso, d'être les instigateurs de l'agression qu'a subie son ancien frère de loge. La faute de nos confrères? Avoir informé le public sur des enquêtes actuellement en cours à propos des relations entre Cosa Nostra, le parti du *Cavaliere*... et le *Cavaliere* lui-même!

LE CLAN DES SICILIENS

« En 1994, j'ai rencontré Giuseppe Graviano [homme-lige du parrain Toto Riina]. Il m'a dit qu'il avait obtenu tout ce qu'il cherchait grâce au sérieux des personnes auxquelles il s'était adressé. Il m'a donné deux noms, dont celui de Berlusconi. Ajoutant qu'il y en avait un autre, sicilien comme nous... Et que, grâce à cette personne, nous avions le pays en main. » Selon le repentis Gas-

pare Spatuzza, qui était un des plus cruels tueurs de Cosa Nostra, « cette personne » ne serait rien d'autre que Marcello Dell'Utri, le bras droit de Berlusconi, déjà condamné à neuf ans de prison pour complicité d'association mafieuse et dont le procès en appel se déroule actuellement. Les déclarations de Spatuzza font suite à celles de Massimo Ciancimino, le fils de « Don » Vito, l'ancien maire mafieux de Palerme (dont *Bakchich* vous avait déjà donné la primeur au mois de juillet).

PACTE MAFIEUX

Ciancimino junior avait affirmé qu'il existait un pacte entre la mafia et des représentants de l'État. « Don » Vito était le médiateur de Cosa Nostra: il était en contact avec un certain Franco, un homme des services de renseignement italiens. Selon Massimo Ciancimino, ce mystérieux Franco était chargé d'apporter au sénateur Dell'Utri les requêtes que les chefs de Cosa Nostra faisaient parvenir à son père. Jusqu'au jour où « mon père comprit qu'il avait été substitué et que Marcello Dell'Utri pouvait représenter le nouveau médiateur ayant le rôle de poursuivre les tractations. » Des tractations qui commencèrent en 1992, quand la mafia cherchait un nouveau référent politique capable de remplacer la Démocratie Chrétienne emportée par le scandale de *Mani Pulite* (Mains propres). Pour bien se faire comprendre, Cosa Nostra avait organisé une saison de sang: assassinats des juges Falcone et Borsellino, et une série d'attentats à Rome, Florence et Milan.

En 1994, Silvio Berlusconi et son fidèle Marcello Dell'Utri entrent en politique et fondent Forza Italia. La même année, grâce à la manne électorale sicilienne, Berlusconi accède au pouvoir. Comme par enchantement, Cosa Nostra arrête les attentats.

En 1994, sous les noms de code d'Alfa et Beta, Berlusconi et Dell'Utri comparaissent dans l'enquête pour « concours en massacre avec finalité terroriste ». Deux ans plus tard, leur déposition était archivée, pour « la friabilité du cadre des indices ».

Aujourd'hui, les indices semblent de plus en plus solides ✨ ENRICO PORSIA



LES BANDICAPÉS

BIEN MAL ACQUIS...

Certaines fripouilles n'ont pas le nez creux. Ainsi ce Serbe qui braque au fusil de chasse une banque et repart avec un magot de 33 000 euros. Une demi-heure plus tard, l'homme revient sur les lieux du crime, à visage découvert cette fois, pour déposer une partie de l'argent sur son compte, qui accuse un déficit substantiel. Mal lui en a pris: les employés ont reconnu le voleur... à cause de ses chaussures rouges. De même pour cet autre braqueur, à Mulhouse. Ce bandit à la petite semaine, bien imbibé de Schnaps, menace un guichetier d'une Caisse d'épargne et exige de lui... 60 euros. Malin, l'employé de banque, qui reconnaît là un client de l'agence, exauce son souhait en débitant le propre compte du malfaiteur. Heureusement pour lui, se voler soi-même n'est pas punissable par la loi.

LE CERVEAU ÉTAIT LA MAMIE

À Inseville, non loin de Rouen, une septuagénaire a créé, sur le tard, un gang. La victime: l'Intermarché du coin. La technique: un trou dans le grillage, menant directement à la réserve de l'hypermarché. L'objet du vol: des litres et des litres de sodas. La bande: une dizaine de personnes, dont la plus jeune n'a que 18 ans, toutes recrutées par mémé. Tout était parfaitement organisé, chacun occupant une fonction précise: guetteur, voleur, receleur... En l'espace de quelques jours seulement, le « gang des sodas » a pillé en boissons gazeuses l'équivalent de 5 000 euros. La charmante entreprise familiale a fait pschitt. Attrapée par la police, la bande de vole-sans-soif peut désormais buller à l'ombre.

GRILLÉ D'ENTRÉE

« Soyez rapide, donnez-moi l'argent ou je tire. » Le message manuscrit donné au guichetier par Thomas Infante a fait son effet. Ce gangster de Chicago âgé de 40 ans est reparti avec 400 dollars. Seul problème, le gros malin avait rédigé sa requête au dos de... sa fiche de paie. La police a récupéré le nom, prénom et adresse et n'avait plus qu'à l'arrêter chez lui. « Il est assez peu commun de voir quelque chose d'aussi stupide », a commenté un porte-parole du FBI, pas près de lui ficher la paie.

CONDAMNÉS À ÉCOUTER DES CHANTS DE NOËL

Pour certains, la prison, c'est l'enfer. Pour d'autres, c'est la rédemption. Dans le comté de Maricopa (Arizona), aux États-Unis, les autorités ont tranché: ce sera la rédemption. Et en musique, s'il vous plaît. Il a donc été décidé que, pendant les fêtes de fin d'année, des chants de Noël et des cantiques du monde entier seraient diffusés toute la journée aux quelque 8 000 détenus du comté. Oreilles fragiles obligent, plusieurs prisonniers ont porté plainte, jugeant cette pratique infernale. Les taulards dénoncent même une « participation forcée à des célébrations religieuses » ou, mieux, une « punition cruelle et inhabituelle ». Pas faux.

FACTURES ÉTRANGÈRES

KOUCHNER, DOCTEUR J'ABUSE

En nommant Bernard Kouchner au Quai d'Orsay en 2007, le bon président Sarkozy a cru avoir fait sa plus belle prise de guerre. Un socialiste bon teint, ancien de Médecins sans frontières et ex-ministre de tonton Mitterrand, dans son gouvernement bling-bling, en voilà du clinquant!

817 000 EUROS

Grâce à *Bakchich*, le squatteur de l'Élysée a découvert la pertinence de son choix. Et que sa prise de guerre n'était pas d'une composition étrangère aux affaires. Avec un grand A. Un beau matin du 13 janvier, après avoir apporté la preuve que le *french doctor* violait la Constitution en étant toujours le patron de sa boîte de conseil, notre site *Bakchich.info* s'est même

permis de publier les factures et les honoraires du docteur Kouchner, pour des missions de conseil santé effectuées au Gabon. 817 000 euros de facturation, contre un vague rapport sur le système de santé et la sécurité sociale locale. Œuvre dont les versements se sont étalés jusqu'en mars 2008. Quand Kouchner était déjà ministre. Dépêché à notre chevet par ses soins, le cabinet de communication Image 7, d'Anne Méaux, n'était pas parvenu à nous raisonner et empêcher la publication de l'information...

Ô hasard, le semillant docteur n'a jamais trop tonné contre le Gabon, ou le Congo, où il a aussi exercé ses talents. Deux contrées sur lesquelles il y a pourtant fort à dire quant à la démocratie, aux libertés, voire à l'utilisation des ressources pétrolières dont ces pays sont gorgés.

Ô surprise, sitôt les factures honorées, le ministre français de la Coopération, Jean-Marie Bockel, était débarqué. Coupable d'avoir voulu signer la mort de la Françafrique et d'avoir froissé le vieux président gabonais, feu Omar Bongo, Bockel était éjecté le 18 mars 2008...

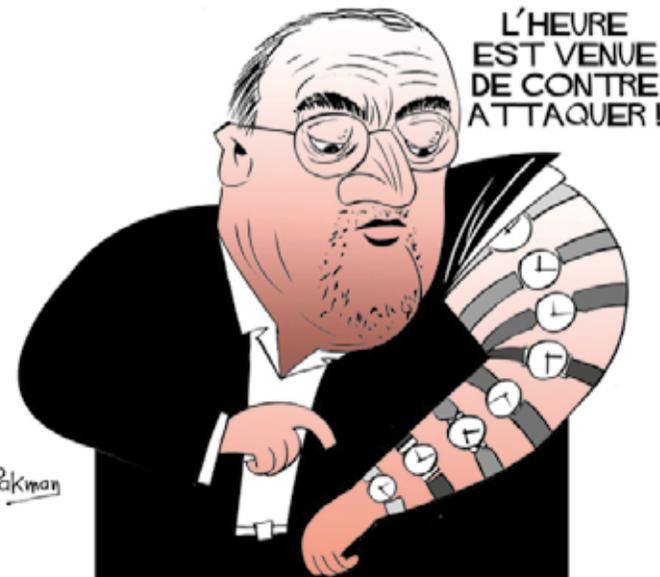
Ô effroi, ni la gauche ni la droite n'ont alors trop protesté pour demander au ministre de s'expliquer, voire de démissionner. Le patient gabonais n'est plus là pour râler. Décédé en juin dernier, le président gabonais El Hadj Omar Bongo Ondimba s'est fait arnaquer. Payer si cher un médecin pour clamser... ✨

XAVIER MONNIER



TIC TAC

JUJU DANS LE BON TIMING



L'HEURE EST VENUE DE CONTRE ATTAQUER!

↑ Julien Dray sera à l'heure pour les régionales d'avril prochain. Pris dans la tourmente judiciaire, soupçonné d'abus de confiance, Juju n'a finalement fait l'objet que d'un rappel à la loi. Et sera candidat PS dans l'Essonne.

ABÉCÉDAIRE

TUNISIE Leila Ben Ali, l'épouse du Président, prépare la succession de son mari, dont la santé va de mal en pis. Un bandit au féminin dont la Tunisie saurait se passer.

Leila l'intrigante

Que de chemin parcouru depuis ses premiers pas de coiffeuse au salon « Chez Wafa », à Tunis. À 53 ans, Leila Trabelsi, ambitieuse épouse du président tunisien Zine el Abidine Ben Ali, attend son heure. Son Zine a la santé qui flagelle, alors elle intrigue pour le remplacer. Où est le problème? Elle régente déjà Carthage. Flonflons, remises de prix, discours paillettes... Toutes risettes dehors et tailleurs impeccables, Leila squatte les médias locaux. De rares plumitifs français lui consacrent même quelques portraits flatteurs, comme *Madame*

Figaro, pour vanter son engagement en faveur des femmes et des handicapés. Et son clan, les Trabelsi, se lèche les babines. Avec leur frangine au pouvoir

Pour forcer son destin, elle manie à merveille la séduction et le bâton.

– plus Elena Ceausescu qu'Eva Peron –, ils pourront continuer à saigner la Tunisie. Leur spécialité? Le pillage des richesses du pays: terrains chipés au patrimoine historique, entreprises capturées clés en main, et

main-basse sur le lycée Louis-Pasteur, phare de la francophonie. Gare aux récalcitrants! Grâce à une pittoresque camarilla de fonctionnaires, bureaucrates, politiciens et policiers, Leila sait manier le bâton...

Rien ne prédestinait cette femme à une telle vie. Née d'un père vendeur de fruits secs et d'une mère au foyer qui élève onze enfants, elle force le destin en usant de ses armes: la séduction et une volonté obsessionnelle de s'élever socialement. Un homme changera sa vie: Farid Mokhtar, industriel et beau-frère du Premier ministre de l'époque, Mohamed Mzali. Ils s'aimeront trois ans, avant que Zine el Abidine Ben Ali ne récupère la belle rencontrée quelques années plus tôt. Farid Mokhtar décèdera dans un mystérieux accident de la route en 1986. Entre Ben Ali et Leila, le pacte est scellé: « Sois patiente, nous serons bientôt au Palais de Carthage », lui jure-t-il alors.

Ce sera fait en 1987 mais elle n'épousera le président qu'en 1992. En stratège avertie, marieuse aussi dans l'âme, elle orchestre en 2004 les noces de sa fille Nesrine avec Sakhr El Materi, pilier de la bourgeoisie tunisoise qui, du haut de ses 29 printemps, est le candidat autodéclaré à la succession du Président. La relève selon Leila est assurée. Pour le plus grand malheur de la Tunisie *

CATHERINE GRACIET



CUMULARD

MORANDINI, LE RENARD DES MÉDIAS

La bave du crapaud n'atteint pas la blanche colombe. Surtout quand l'oiseau rare se nomme Jean-Marc Morandini. Sermonné par le CSA le 3 décembre dernier, l'animateur « vedette » de Direct 8, biberonné au petit-lait de TF1 dans les années 90, jure qu'on ne l'y reprendra pas. L'objet de la honte: la mise en scène d'un faux duplex « en direct de Los Angeles » au moment de la mort de Michael Jackson. De quoi perdre quelques plumes.

LESSIVEUSE

Mais pas l'appétit de l'info cuisinée sur le marché des autres médias. Car Morandini est un plat réchauffé qui se mange à toute heure, jamais froid. Au déjeuner sur Europe 1 de 11 heures à 14 heures, au souper sur Direct 8 avant le 20 heures, sur son blog, nuit et jour.

Son nom est un produit, une lessiveuse sans fin. Et son linge sale, les caleçons des médias. « Si un journal publie une info, je n'ai pas de raison d'en douter. Je n'ai ni le temps ni les moyens de la vérifier. » Comme lorsqu'il relaie la bourde d'Elkabbach sur la mort de Pascal Sevran. Peu importe, il a tracé les lignes de son triangle d'or: relayer une rumeur sur son blog, la démentir sur Europe 1 et vous la mettre sous le nez sur la chaîne de Bolloré. D'une simplicité biblique! S'armer en



plus d'un petit bataillon de stagiaires qui vous rédigent vos questions avant les interviews, et le tour est joué.

Le cumul des médias est à ce petit prix. Flatteur quand on est à la fois salarié de Lagardère, Bolloré, et produit par le géant Endemol. De quoi bomber le torse et gonfler quelque peu les stats de son blog et du site ScoopPeople.fr, dont il est le gérant, comme l'a révélé le site Arrêt sur images.

Jean-Marc Morandini est le renard des médias. Il se rêve en phénix des hôtes de ces bois *

LOUIS CABANES

BALKA NIE

AU NOM DE LEVALLOIS



↑ Patrick Balkany, maire UMP de Levallois-Perret (92), s'est fait épingler en juin 2009 par la chambre régionale des comptes pour avoir – trop – dépensé en frais de réception: 484 052 euros en 2005. Honnête homme...

SÉNAT

LARCHER DE NAINS

Après avoir gratifié les amateurs d'art de flamboyantes expositions sur Botticelli et Titien, le superbe musée du Sénat devrait fermer ses portes cet hiver, après une dernière et modeste présentation des œuvres de Tiffany. En revanche, Patrizia Nitti, la principale organisatrice des manifestations passées, écartée comme une malpropre, devrait inaugurer, le 3 février au musée Maillol, une magnifique exposition sur « les trésors de Medicis ».



FIASCO

Il restera aux patrons du Sénat à répondre aux convocations du parquet de Paris, où plusieurs plaintes ont été déposées par Patrizia Nitti et Yves Marek, ancien collaborateur de la présidence du Sénat en charge du musée. Triste bilan pour la haute assemblée alors que des enquêtes préliminaires ont été ouvertes pour « abus de confiance », « violation de correspondance » et « filatures » par des sociétés privées (financées par l'argent public).

Les membres de la police judiciaire, saisis également pour « prise illégale d'intérêts » contre un fonctionnaire du Sénat, Pierre Alleaume, devraient s'intéresser aux conditions dans lesquelles ce dernier a organisé des manifestations dans le manoir du XV^e siècle qu'il possède dans la Sarthe. Apparemment, la société gestionnaire du musée du Sénat aurait été mise à contribution!

C'est l'ancien président du Sénat, Christian Poncelet, qui fit entrer le loup dans la bergerie et donna les pleins pouvoirs à un certain Sylvestre Verger, un modeste transporteur soudain promu au rôle de conservateur, qui n'eut de cesse d'écarteler les vrais connaisseurs et de maquiller les comptes, du moins d'après les premiers rapports d'expertise produits dans l'enquête. Mais l'inertie de l'actuel patron du Sénat, Gérard Larcher, n'est pas pour rien dans ce fiasco. En effet, ce dernier a voulu ménager les grands commensaux qui avaient été mouillés dans cette affaire et a attendu le mois de juillet 2009 pour mettre fin aux fonctions de Sylvestre Verger. Ce grand rad-soc de Larcher pourrait dire, à l'instar d'Edgar Faure: « Il n'y a pas de problème qu'une absence de solution ne puisse résoudre » *

N. B.

ISRAËL Depuis la chute de l'empire soviétique, les Russes ont afflué en masse vers la Terre sainte, emportant dans leurs valises des tonnes de fric à blanchir. Les autorités israéliennes ont dû créer une police spéciale mafia russe...

Mafia, la houlette russe

Poignardés et égorgés, des grands-parents jusqu'au nourrisson de trois mois. En octobre dernier, le fait divers choque Israël. Un mode opératoire digne des mafias caucasiennes, l'affaire est entendue : cette famille de Rishon Letzion, en banlieue de Tel-Aviv, a été victime d'un règlement de compte mafieux. La vérité sur ce sextuple meurtre est beaucoup plus terne : il ne s'agit « que » de la vengeance d'un employé alcoolique. Les chroniqueurs judiciaires masquent mal leur déception.

En Israël, le terme de « mafia russe » est un peu fourre-tout...

Le terme un peu fourre-tout de « mafia russe » a fait irruption en Israël dans les années 90, dans un pays emporté par l'arrivée massive de 1,1 million d'immigrants venus de l'ex-URSS. Sordide et invisible, cette face cachée d'un État en guerre permanente contre ses voisins est finalement presque rassurante. David Ben Gourion avait bien prédit qu'« Israël sera un pays normal le jour où il aura ses voleurs et ses prostituées ». Le stéréotype du Russe mafieux et de la prostituée blonde sibérienne retrouve dans l'État hébreu un second souffle. Le Sabra, l'Israélien de souche, supportant mal une communauté repliée sur elle-même préférant le cyrillique à la langue biblique.

Plus que les cadavres anonymes, la sirène d'alarme est tirée avec les grosses valises à billets. Dans les années 90, Israël est un paradis pour le blanchiment. Heureuses de voir arriver de nouveaux migrants par milliers, les banques israéliennes ferment les yeux. Les Russes auraient lessivé entre 5 et 10 milliards de dollars dans les quinze ans qui ont suivi la chute du communisme. Parmi eux, des *Vory v'zakone* (les voleurs dans la loi) illustres aux CV internationaux : Gregory Lerner, Mikhaïl Tchernoi... En 1995, Yitzhak

Rabin, alors Premier ministre, crée une unité de la police estampillée « mafia russe », le Sicu. Aujourd'hui mis au placard, Moshé Mizrahi en a été l'une des têtes d'affiche. Le policier lorgne trop vite le gros gibier. « On m'a accusé de poursuivre d'honnêtes hommes d'affaires par pure discrimination ethnique », dit-il aujourd'hui, désabusé.

Parmi ces personnages au parcours « virginal », Arcady Gaydamak. L'Israélien d'origine russe explique à l'envi avoir fait fortune grâce à son activité d'interprète. Ses casseroles sont pourtant lourdes : six ans de prison dans l'Angolagate à Paris et des poursuites en cours pour blanchiment d'argent (120 millions d'euros) à Jérusalem. Gaydamak

a payé sa fuite d'Israël vers Moscou à prix d'or : 2,5 millions de dollars en novembre 2008, juste après sa défaite aux municipales de la Ville sainte.

N'empêche, la mafia russe fait moins parler d'elle que les clans Alperon, Abutbul, Abergil... Eux règlent leurs comptes à coup

d'armes anti-char, en plein jour, au cœur de Tel-Aviv. Le 17 novembre 2008, Yaacov Alperon, un des parrains de la « mafia sabra », n'a même pas eu le temps de se changer après son audience au tribunal... La mafia russe préfère, elle, la loi du silence *.

HÉLÈNE JAFFIOL



HAUT VOL

MADOFF, LE PLUS GRAND ARNAQUEUR DE TOUS LES TEMPS

Bernard Madoff a délesté de 65 milliards les poches de gens bien trop riches. Bravo. Dans la jungle aussi, les lions mangent d'autres lions. En 1960, ce garçon né dans le Queens, à New York, se lance dans le bain, il est maître-nageur à Long Island. Comprenant là que mieux vaut brasser l'argent que l'eau, il crée sa société d'investissements.

TSUNAMI DE FRIC

Pour rabattre des fonds, il joue sur la confiance des membres de sa communauté religieuse, juive. Par le biais d'associations de bienfaisance, de sponsoring culturel, Madoff est bientôt l'ami du reste du monde. Enfin, celui qui compte. Un tsunami de fric enfonce sa porte : il rémunère les placements à 13 %. Sur le paillason de Bernie, les riches se bat-

tent pour être élus. Un concurrent, Markopoulos, le dénonce à la SEC. Le gendarme de Wall Street fait onze enquêtes sur Madoff : parfait, Bernie change bien l'argent en or. Président du Nasdaq, maître de la finance du monde, Madoff est Dieu.

Jusqu'au 10 décembre 2008 où le

FBI l'arrête. Sa recette, une pyramide de Ponzi, est éventée. On emprunte à flots continus et, avec le nouvel argent arrivé, on sert des intérêts à tous ceux dont les fonds sont déjà là. Impossible de faire plus simple. Le 19 juin 2009, Madoff, qui a plaidé coupable et rien avoué, est condamné

à 150 ans de prison, ce qui est toujours moins long que mille. Des figures comme Steven Spielberg ou Elie Wiesel y laissent leur culotte, sans parler de banques du monde entier et de tous les si merveilleux amis de sa communauté.

TOUTANKHAMON DE LA FINANCE

En Espagne, la Banco Santander a fait perdre, chez Bernie, trois milliards de dollars à ses clients ; mais seulement égaré 17 millions de son argent, à elle, dans les poches du Toutankhamon de la finance moderne. La vraie question est celle-ci : où sont passés tous les sous ? On l'ignore et les comptes de Madoff restent muets. Ils étaient tenus par un petit comptable qui préférait les petits carnets et le Bic à l'ordinateur. Encore une vieille combine... * J.-M. B.



LES BANDICAPÉS

BOIRE OU S'ENFUIR...

Pour un cambrioleur, il est préférable de ne pas s'endormir au « boulot ». C'est ce qu'auraient dû savoir Keith Cullen et Paul Wiggins. Tout contents de s'être introduits dans un dépôt d'alcools, ces deux roublards anglais ont ouvert une petite bouteille pour fêter ça. Puis deux, puis trois... En tout, ils ont fini par siffler l'équivalent de 480 euros de bibine ! Le lendemain, en débarquant au local, les *policemen* ont trouvé, à côté d'un tas de bouteilles vides, des caisses de bière et de cidre prêtes à être emportées. Les deux cambrioleurs avaient tellement picolé qu'ils en avaient oublié d'emporter leur butin... et de se sauver eux-mêmes : les flics n'ont eu qu'à les cueillir dans l'arrière-cour du dépôt, où ils ronflaient tranquillement. Bien mûrs.

TU VEUX MA PHOTO ?

Trop narcissique, le bandit ? Recherché pour vol par la police du pays de Galles, Matthew Maynard était très contrarié par son portrait placardé sur les avis de recherche. Non qu'il craignît d'être reconnu, mais parce que, selon lui, la photo ne le mettait pas assez en valeur ! Le coquet coquin a donc adressé au journal local un cliché de lui dans lequel il paraissait plus souriant et moins pâlot. Et le canard de publier ledit portrait en première page, où le facétieux bandit pose... devant un fourgon de police. Les autorités ont choisi de réagir à cet affront avec humour en remerciant le provocateur : « Maintenant, au moins, tout le monde sait à quoi ressemble cet imbécile ». So british.

BRAQUAGE DE FLICS

Dévaliser un type aux toilettes, puis se fondre dans la foule : le bandit avait un plan imparable. Mais il s'est attaqué au mauvais gars, au mauvais endroit. Incrustée dans un congrès réunissant une centaine de personnes en Pennsylvanie, la crapule, armée d'un fusil, profite qu'un des invités se rend aux toilettes pour le braquer. Laisant sa victime sans pantalon, le scélérat détail et se mêle aux congressistes. Manque de bol, les participants de la réunion faisaient partie des forces d'élite de la police des narcotiques... Le renard était dans le poulailler.

LA GUEULE DE L'EMPLOI

Délits de sale gueule. À Manchester, le mois dernier, un homme masqué de 33 ans, David Holyoak, surnommé Shrek par les policiers, a été identifié puis arrêté après une tentative de braquage à main armée. Tous les témoins l'ont reconnu à cause de ses oreilles décollées et de son crâne pointu. Le bonhomme traîne depuis la palme du « voleur le plus laid du pays ».

Aux États-Unis, un homme en cavale depuis deux mois pour vols à main armée est pisté dans le comté de Detroit par la police en ces termes : « On recherche un voleur à l'haleine particulièrement mauvaise ». Des témoins affirment qu'il a « une haleine de putréfaction, des dents jaunes ». Si l'argent n'a pas d'odeur, celle de son voleur suffit parfois à le retrouver.



ABÉCÉDAIRE

CORSÉ Très proche de quelques flics influents, Antoine Nivaggioni peut aussi bien infiltrer un journal que se faire exfiltrer des geôles des bords de la Méditerranée.

Nivaggioni ou l'art de bien indiquer



Bien la peine de se taper quatorze rocambolesques mois de cavale ! Arrêté le 9 janvier dernier, Antoine Nivaggioni, le patron de la Société méditerranéenne de sécurité (SMS, 300 salariés, troisième employeur de Corse), est libre. Soupçonné par la Jirs (Juridiction interrégionale spécialisée) marseillaise d'être au centre d'un vaste réseau d'escroquerie et marchés truqués en cheville avec la chambre de commerce d'Ajaccio, le toujours mis en examen a été libéré le 14 septembre de la prison des Baumettes. Un élargissement sans tambours ni trompettes pour cet « ancien militant du MPA [Mouvement pour l'autodétermination corse] homme de réseau influent et redouté, décrivent les flics, au train de vie assez flambeur ». Sans non plus qu'aucune décision juridique n'ait été prise au sujet de ce « natio » reconverti dans les affaires. « Sa levée d'écrou a été mécanique et non juridique », précise, toute esbaudie, une concierge du palais de justice de Marseille.

BELLE BOURDE

La libération du garçon est la conséquence d'une jolie boulette. Le patron de la SMS n'a tout bonnement pas été convoqué dans les délais devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel d'Aix-en-Provence qui

devait statuer sur sa mise au frais. Sa levée d'écrou a donc été décidée sitôt expirée sa prolongation de détention. Peu indulgent avec le juge chargé de l'enquête, Charles Duchaine, un temps en poste à Bastia, *Corse-Matin* pointe « un oubli du renouvellement du mandat de dépôt par le magistrat instructeur », et une enquête qui se dégonfle.

CONSIGNE OUBLIÉE

N'en déplaise aux confrères insulaires, « Duduch », comme le taquent les journalistes du Vieux-Port, n'a pas grand-chose à voir avec la bévue. « *Le contentieux de la détention lui a été retiré dans cette affaire* », décrypte un membre du parquet marseillais. En clair, Duchaine n'avait plus son mot à dire. Tout comme le juge des détentions et des libertés. En effet, à l'occasion de la première prolongation du mandat de dépôt de Nivaggioni, en mai dernier, la chambre de l'instruction s'était saisie de la question. C'était à la cour d'appel d'Aix qu'incombait de convoquer l'embastillé. Selon les informations glanées par *Bakchich* aux alentours du cours Mirabeau, le greffe a mangé la consigne. Sans que la hiérarchie judiciaire ne moufte. Ni le parquet, ni la chancellerie, à qui le dossier de la SMS a pourtant été « signalé » et a fait l'objet de nombreuses notes d'information circonstanciées.

Bref, un nouveau voile de doute jeté sur une affaire qui n'en manquait déjà pas, depuis la dénonciation de malversations au sein de la SMS dans une note Tracfin du 14 décembre 2006.

ÉTRANGES LIENS

La Société méditerranéenne de sécurité, mise en place par d'anciens nationalistes, a dégotté des marchés très sensibles : la sécurité de l'aéroport d'Ajaccio, de Toulon, de la SNCM à Marseille et Ajaccio... Et certains dans des conditions que les magistrats marseillais trouvent fort suspects. Leur enquête a surtout mis au jour les étranges liens entre Antoine Nivaggioni et des hiérarches de la police, notamment le brigadier-major des RG, Christian Orsatelli, spécialiste du dossier corse.

« *Franchement, on en venait à se demander qui était l'indigène de qui, et qui traitait qui* », se rappelle un poulet qui a beaucoup picoré dans les écoutes entre les deux loustics. Et de citer en exemple la façon dont le petit couple avait peaufiné la sortie d'un article dans le *Point*, afin d'attirer l'attention sur une bande qui faisait de l'ombre à Nivaggioni. Sorti le 19 octobre 2006, « *Le gang qui fait trembler la Corse* » ciblait la bande dite du Petit Bar, qui « *mettait Ajaccio à feu et à sang* ». Signé du journaliste Jean-François Jacquier et écrit sous la dictée de Marc Francelet, intermédiaire toujours bien placé entre presse et voyous, le papier sera soumis à une relecture attentive... « *Je suis avec notre ami. T'avais un truc à dire ou à enlever pour l'article ?* » demande Orsatelli à son compère. « *Non, non* », répond Nivaggioni.

RANGÉS DES TIROIRS

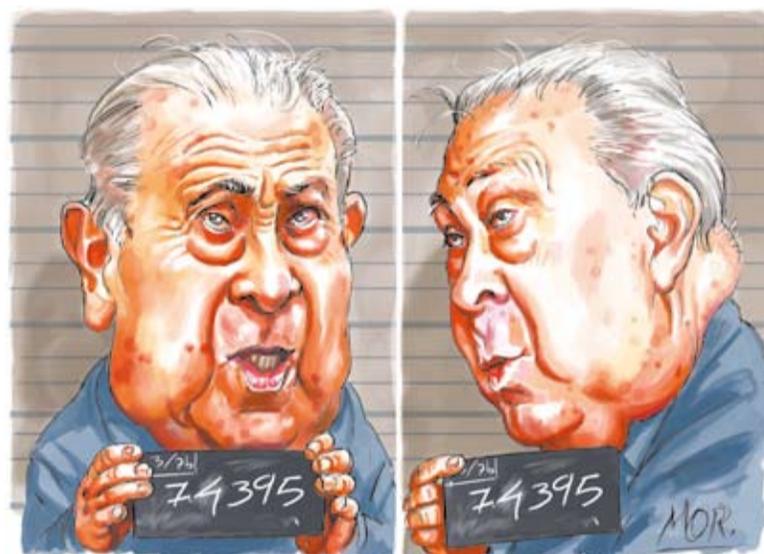
L'alarme lancée par l'article fut si bien entendue qu'en 2009, trois ans après la parution du papier, le Petit Bar et sa bande sont rangés des tiroirs. Ou plutôt confinés dans les taules, entre la Corse et le continent.

Mis en examen pour corruption d'agents privés, Marc Francelet navigue toujours dans les rédactions parisiennes. Christian Orsatelli bosse désormais à la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur). Et Nivaggioni est de retour à Ajaccio, nettoyé des « tueurs sanguinaires ».

De la manipulation réussie *
XAVIER MONNIER

HONORÉ

Y A PASQUA S'ÉNERVER



↑ Enfin condamné. À 81 ans, l'ancien ministre de l'Intérieur, **Charles Pasqua**, a écopé d'un an de prison ferme dans le procès de l'Angolagate. Pour l'occasion, *Bakchich* a ressorti sa fiche des Renseignements généraux.

EUROTUNNEL

PINOCCHIO SOUS LA MANCHE

« **L**e jour où on met en doute ma probité, c'est soit un coup-de-poing dans la gueule, soit un procès, soit les deux. » Ainsi s'exprimait Jacques Gounon, le PDG d'Eurotunnel, lors d'une rencontre avec un journaliste. C'était en 2006, à l'époque où cet X-Ponts, présenté par la presse économique comme le « sauveur des petits actionnaires », était occupé à renégocier la dette du tunnel sous la Manche. Beaucoup de petits actionnaires s'interrogeaient alors : Gounon roule-t-il réellement pour nous, ou pour sauver la mise aux riches créanciers ?

MARTINE SUR LE WEB

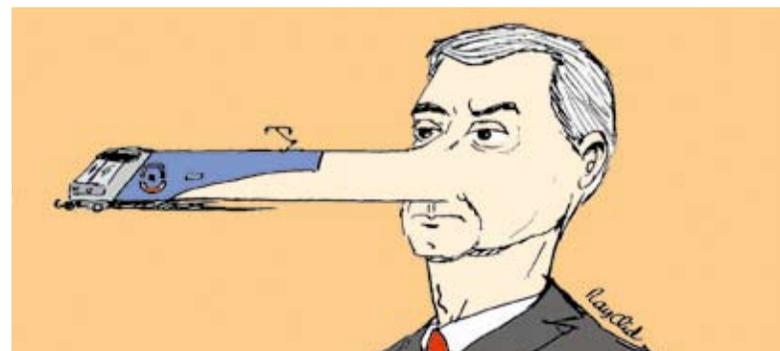
Trois ans après cette sortie musclée, pas « de coup-de-poing sur la gueule », mais un amusant procès dont le jugement a été rendu le 30 avril 2009. Ce n'est pas Jacques Gounon que le tribunal de grande instance de Paris avait dans le collimateur, mais une certaine Martine. Laquelle, sur les forums Internet de bourgeois-coteurs, passait son temps en 2005 et 2006 à abreuver d'injure tous ceux – administrateurs,

avocats, petits actionnaires – qui s'interrogeaient sur les chaussetrappes du plan de sauvetage de Gounon. « *Vieux gâteux* », « *charognard* », « *pervers* », « *planche pourrie* », « *mauvais génie* »... via l'adresse IP, la justice a fini par retrouver l'auteur de ces hommages fleuris et l'a condamné à 5500 euros d'amende.

Surprise, Martine n'est autre que Mireille Gounon, voisine de lit conjugal de Jacques ! Cocasse, alors que son mari faisait le malin quand on lui posait la question du corbeau d'Eurotunnel. « *Aucune idée, je ne vois pas qui cela peut être* », répondait ce Pinocchio, dont le nez s'allongeait tellement qu'il aurait fini par concurrencer le tunnel sous la Manche en ouvrant un pont entre Calais et Folkestone.

Depuis, tout va bien. Gounon, évadé fiscal domicilié à Bruxelles – les conséquences d'un pactole de plusieurs millions empoché après un rachat par emprunt de Cégélec dans une vie précédente –, a eu droit à un doublement de ses émoluments, passés à plus de 800 000 euros par an *

ÉMILE BORNE



BANQUE

TOUT ROULE À LA SOC' GEN'



« **A**près moi, le déluge » pourrait être la devise de Daniel Bouton, qui régna de 1997 à 2008 sur la Société Générale. L'ancien de l'inspection générale des finances a été définitivement mis au placard en avril 2009, démissionné de la présidence non exécutive de la banque. Christine Lagarde, la ministre des Finances, et Sarkozy n'ont guère apprécié qu'au moment où bon nombre d'entreprises souffraient de ne plus recevoir une goutte de crédit, Bouton et ses complices se concoctent un nouveau et généreux plan de stock-options. À présent, Bouton attend ses soixante printemps qui lui ouvriront une modeste retraite de plus de 700 000 euros annuels.

ABSORBÉE
La pente risque d'être raide pour la dernière banque française indépendante. Dès le 1^{er} janvier, un pan entier de la Société Générale va être absorbé par le Crédit Agricole (CA). La SGAM (Société Générale Asset Management, près de 300 milliards d'euros gérés), qui représente l'activité de gestion d'actifs, se marie à la banque verte. « *En réalité, le Crédit Agricole prendra 75 % du nouvel ensemble, la Soc' Gen' n'ayant aucun poste exécutif* », décrypte

un homme du sérail. La raison? SGAM a accumulé tant de casseroles que sa maison mère préfère laisser à d'autres le soin de faire la vaisselle. À titre d'exemple, les actifs du département Private Equity ont vu leur valeur fondre de 5 à 1,4 milliard en moins d'une décennie. La crise a bon dos...

SIPHONNÉE
Amputée de la gestion d'actifs, affaiblie dans le domaine de banque d'affaires depuis le scandale Kerviel, la Soc' Gen' peut encore compter sur son réseau de banques de détail. Mais pour combien de temps? « *En contrôlant SGAM, le CA risque peu à peu de siphonner la clientèle de la Société Générale* », pronostiquent des connaisseurs. Drôle de perspective quand Bouton n'a jamais réussi le moindre mariage. « *Son sens de la stratégie m'est apparu pleinement dès 1999, se souvient un collaborateur. À l'époque, la banque devait fusionner avec Paribas. Pendant un mois, Bouton n'avait qu'une obsession, son bureau dans le siège du futur ensemble. Il espérait même avoir son ascenseur privé.* » Las, la Générale s'est fait souffler Paribas par la BNP. Daniel Bouton aurait dû être rétrogradé caporal *

ÉMILE BORNE

LES BANDICAPÉS

GENTLEMEN CAMBRIOLEURS

Le 5 août dernier, à Montesquiou dans le Gers, William et Patricia Toner se font braquer par deux hommes encagoulés. La séquestration des retraités américains dure près de quatre heures et donne lieu à quelques curieux moments. Après les avoir menacés de mort, les malfaiteurs sympathisent avec leurs victimes. Ça cause Barack Obama, musique classique. Ça boit même une petite coupe de champagne. Puis, rebondissement, les intrus placent un flingue sur la tempe du vieil Américain, qui leur propose sa Mercedes. Gênés, les braqueurs déclinent l'offre. Ils refusent également leurs bagues de mariage; on ne fait pas ça à un couple marié depuis 37 ans! Finalement, les deux bandits s'excusent et prennent congé. Ils serrent chaleureusement la main de William et embrassent Patricia. Et leur demandent d'aller se coucher sans avertir les gendarmes. Entre gens de bonne compagnie...

TOUT SAUF MA FEMME!

Les raisons qui motivent les braqueurs à passer à l'acte sont parfois inattendues. Pour preuve, Anthony, un Américain de 39 ans, a expliqué avoir dévalisé une banque pour pouvoir... quitter sa femme. Le pauvre homme se sentait incapable de rompre avec sa compagne car elle le menaçait de se suicider au moindre pas vers la sortie. À bout, Anthony s'est donc « fait » une banque. Condamné à plusieurs années de prison ferme, le voilà loin de l'indésirable. Santo Gambino, un Sicilien, aurait préféré lui aussi les geôles aux chaînes de l'amour. Assigné à résidence chez lui, cet ouvrier en bâtiment s'en est retourné voir la police pour la supplier de le remettre derrière les barreaux, à cause de son insupportable donzelle. « *Ma que no* », lui ont dit les carabiniers. Moralité, mieux vaut être seul et en prison que libre mais mal accompagné. L'uses-tu cru?

LA RUBRIQUE À BRAQUES

À Maldegem, en Belgique, le mystérieux gredin qui n'a volé qu'un seul soulier dans un magasin de chaussures a été retrouvé. Il s'agissait d'un unijambiste. * À Gaza, les patrons du zoo ont eu la brillante idée de peindre des traits sur deux ânes blancs pour les transformer en zèbres. Pris pour des buses, les visiteurs ont vite compris l'arnaque. * À Sedan, le braqueur encagoulé d'une supérette est reparti avec... 4,42 euros. Un record. * Dans l'Ohio, un voleur de bijou était convoqué au tribunal. En retard, le vaurien n'a rien trouvé de mieux que de voler une voiture pour être à l'heure. * À Little Rock, aux États-Unis, un voleur maladroit perd son portefeuille chez sa victime. À peine naïf, il lui téléphone pour le récupérer. C'est bien sûr la police qui s'est chargée de lui rendre l'objet perdu... * À Suffolk, toujours aux States, un ado de 17 ans s'est fait pincer à cause d'une photo qu'il avait prise lui-même avec le téléphone portable du propriétaire de la maison qu'il cambriolait. Les flics n'ont pas eu besoin de lui faire le portrait...

MILIEU

LE RÔTISSSEUR CUIT À POINT

Caïd marseillais décédé en 2006, Farid Berrahma a été honoré par la justice cette année. Un peu. L'un de ses assassins présumés a été définitivement renvoyé en correctionnelle, pour un procès prévu au premier trimestre 2010. Petite revanche d'outre-tombe pour le Rôtisseur. Un surnom que ses proches abhorrent, mais dont les poulets l'ont toujours affublé. Berrahma avait la vilaine manie de faire cuire le corps de ses ennemis dans des voitures en feu. Pas franchement doux comme *modus operandi*. À l'instar de ses rivaux corses, Farid ne faisait pas dans la dentelle. Surtout en ces temps pas si lointains, où l'arrière-pays marseillais n'était pas pacifié.

QUATORZE BALLES

Début 2006, Berrahma sort de cabane. Peine purgée pour trafic de drogues. Horreur, son terrain de jeu a été chapardé. Les machines à sous sont passées sous le contrôle de Roch Colombani, petit *pistolero* aux amitiés hautement corsées. Petite guerre et grosses escarmouches. Clan corse et famille arabe se disputent le même territoire.

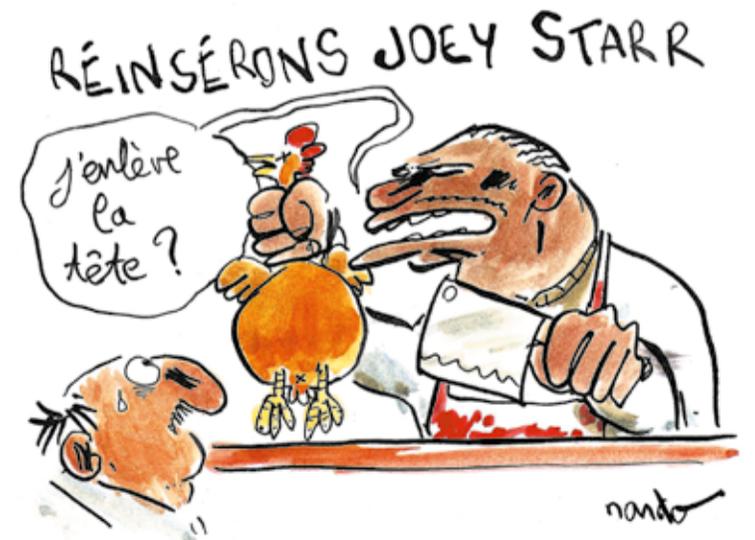
Le 23 mars 2006, Colombani prend une rafale de Kalachnikov en pleine poire. « *Il n'était pas vraiment reconnaissable* », concèdent à l'époque les flics marseillais, qui soupçonnent Farid d'avoir fait pleuvoir ce gros grain. Sans en être certains. Un doute qui n'habite pas les amis corses de Roch. Le 4 avril 2006, un commando d'une dizaine de cagoules surarmées débarque au bar des Marronniers. Et arrose l'assistance. Bilan de la séance de ball-trap : trois morts. Farid, quatorze impacts, n'a pas eu le temps de sortir son pistolet Glock. Ses deux lieutenants sont aussi sur le flan. Radouane Baha et Heddie Djendelli écopent respectivement de sept et cinq balles. Après une étonnante et sympathique cavale, seul le chef présumé du commando est retrouvé. Ange-Toussaint Federicci, le taiseux Santu, aperçu dans l'affaire du cercle de jeux Concorde, chef du redouté clan des bergers braqueurs de Venzolasca. Et le berger d'avoir toujours assuré qu'il buvait un verre d'eau avec ses amis arabes au moment de la fusillade. Une défense limpide... *

XAVIER MONNIER



GANGSTA

JOEY STARR S'ARRACHE



↑ Après plusieurs mois de prison, **Joey Starr** devrait recouvrer la liberté le 8 janvier et même remonter sur scène dès juin en compagnie de son acolyte Kool Shen. Il n'y a plus de doute, la prison réinsère. Merci, Alliot-Marie !

Les Restos du cœur écœurés

Un bandit d'honneur pour les types qui ont pillé les Restos du cœur à Carquefou, près de Nantes. Voilà des hommes comme l'idéologie du moment les aime : pas de foi, pas de loi, pas de scrupules. Début décembre, ces voleurs ont pénétré dans l'entrepôt très mal fermé des Restos. Là, ils ont dérobé trois cents jouets neufs et les décorations

destinées à tous les Restos du département. Seule la camionnette, bien amochée, a été retrouvée. Trop occupés à surveiller les scooters de la famille Sarkozy, les gendarmes n'ont pas eu le temps de retrouver ces héros modernes qui sont sûrement en train de rédiger un bouquin pour Michel Lafon. Comptons donc sur le Père Noël *

J.-M. B.

ABÉCÉDAIRE

FRANCE TÉLÉCOM Louis-Pierre Wenes, ex-numéro deux de l'opérateur de téléphonie français, a été le grand artisan du dégraissage de la boîte. Il mérite un hommage.

Wenes, vidi, vici

Au plus fort de la crise médiatique sur les suicides à France Télécom, c'est lui qui avait sauté. Louis-Pierre Wenes, numéro deux de la boîte, débarqué en septembre, s'était insurgé contre cette « monstrueuse manipulation ». Un constat sans doute exagéré.

ANXIOGÈNE

Arrivé avec Thierry Breton en décembre 2002, Louis-Pierre Wenes a été l'architecte du management hautement anxio-gène de l'opérateur téléphonique. Nommé Directeur des achats et de l'amélioration de la performance, avec pour mission de sortir du gouffre l'entreprise, alors endettée de 70 milliards d'euros. « À sa décharge, il a parfaitement rempli sa mission de cost-killer », reconnaît un manager. Les résultats financiers sont spectaculaires. Le plan Next qu'il lance en 2005 supprime 22 000 postes et fait le bonheur des actionnaires. Pour cela, l'opérateur a dû passer par la case réorganisation. Et ça, Wenes sait faire. Pire, il aime. « Je l'ai entendu dire qu'il avait un vrai plaisir à faire appliquer sa politique de mobilité forcée par des managers

qui ne savaient pas eux-mêmes ce que l'avenir leur réservait », raconte un membre du conseil d'administration. Ancien vice-président d'A.T. Kearney, l'un des cabinets de conseil les plus cotés, des centaines de consultants débarquent avec lui pour « moderniser » l'ex-entreprise publique. Avec, à la clé, de juteux contrats. 159 millions d'euros de budget « consulting », dont près de 80 % dédiés uniquement à la France... et servis aux amis. « Il est arrivé

avec tout son staff d'A.T. Kearney. Ils ont fonctionné totalement en vase clos », raconte un consultant d'Eurogroup. « Ceux qui ont tiré la sonnette d'alarme sur la situation sociale ont été mis au placard immédiatement. »

GLACIAL ET MÉPRISANT

« Une petite partie des employés n'arrive pas à changer de culture: passer du 22 à Asnières à la Livebox Internet », assène-t-il, serein, en septembre au *Nouvel Observateur* alors que l'entreprise est sous le coup d'un nouveau cas de suicide. « Glacial », « méprisant », disent de lui ceux qui l'ont côtoyé. Pour ce centralien, le facteur humain n'est pas le plus simple à gérer. Lors d'une petite fête annuelle organisée par des managers à quelques mètres de son bureau, « il n'a pas daigné se déplacer, se souvient un cadre, mais nous a envoyé un message vidéo pour nous féliciter de nos bons résultats ».

Qu'on se rassure, l'homme est toujours présent dans l'organigramme en tant que « conseiller du président »

LUCIE DELAPORTE



GAZEUX

THAN SHWE, UBU ROI EN BIRMANIE

Depuis que la Birmanie s'est rebaptisée Myanmar, le pays est un peu dans le gaz. Au plus grand bonheur de Total, constructeur et opérateur du gazoduc qui alimente les caisses de la contrée. Pas question de mettre sous compte séquestre ces revenus. Le PDG français Christophe de Margerie s'y est personnellement engagé. Il serait dommage de couper les vivres et d'asphyxier une junte militaire si gentiment animée par Than Shwe. Le général est de ces dirigeants qui ne lésinent pas. En 2007, des bonzes manifestent pacifiquement contre la hausse du prix du gaz, multiplié par cinq en une nuit. Shwe fait tirer l'armée. Voilà les pains multipliés et les factures honorées... Le général sait aussi innover. Plutôt que de s'entourer de conseillers, Than prête l'oreille

aux mages. Dont les oracles font autant de projets. Pour annihiler les pouvoirs occultes supposés de la prix Nobel de la Paix, Aung San Suu Kyi, des millions de paysans sont contraints de se lancer dans de nouvelles cultures totalement inadaptées. Famine et paix, deux mamelles d'un pouvoir tranquilisé.

TOTAL RESPECT

Suivant les billevesées magesques, une nouvelle capitale voit même le jour en 2005. Adieu Rangoon, bonjour Pyinmina, dont l'emplacement est décidé sur critère astrologique. Un déménagement un peu plus souple que celui réalisé par l'armée birmane, toute occupée au nettoyage ethnique du nord-est (rebelle) du pays... Tout à ses occupations enlevées, Than trouve encore du temps pour cocooner. Une fille de géné-

ral ne se marie qu'une fois. Alors pour la petiotte en 2008, ce furent rivières de diamant et colliers de perles. Scandale dans un pays qui dispose du plus bas niveau de vie d'Asie. Des opposants firent circuler des vidéos des épousailles; ils risquent la peine capitale. Qui trop embrasse mal étirent

MONSIEUR B.



RATRAPÉ

TREIBER SORT DU BOIS



↑ Après deux mois de cavale dans les forêts de Seine-et-Marne, ou plutôt dans l'appart de ses potes, **Jean-Pierre Treiber**, accusé des meurtres de Katia Lherbier et Géraldine Giraud, est de nouveau en prison. Et, à côté de ce qu'il vit en détention, *Koh-Lanta*, c'est du pipi de chat.

STOCK-OPTIONS

ZACHARIAS RINCÉ À L'ŒIL

Antoine Zacharias ne connaît pas la date précise de son procès – a priori au printemps –, mais 2009 aura été un bien mauvais cru pour lui. L'ancien PDG de Vinci a appris, fin novembre, qu'il était cité à comparaître devant le tribunal correctionnel de Nanterre pour « abus de pouvoir » et « abus de biens sociaux ». En cause, les conditions opaques de sa rémunération record lors de son départ du groupe en juin 2006.

Le rapport de synthèse de la brigade financière, que s'est procuré *Bakchich*, n'y va pas de main-morte et rappelle que le brave homme s'est allègrement servi. Pour se goinfrer, Zacharias a d'abord évincé « les membres du comité des rémunérations ayant refusé le déplaçonnement de sa rémunération. » Traduction: le boss de Vinci a éjecté les opposants qui refusaient que le cupide patron touche « au titre de l'année 2004, 3 307 837 euros et au cours de l'année 2005, 4 290 265 euros ». En les remplaçant, comme le stipule le rapport, par des bonshommes moins

regardants, pour palper le séduisant butin.

Zacharias a également veillé à ce que ses conditions de départ soient confortables, toujours « grâce à la variabilité et au déplaçonnement de sa rémunération annuelle ». En prenant pour base de calcul le salaire perçu en 2005, « son indemnité de départ perçue en 2006 » a atteint « la somme de 12 870 795 euros ».

D'autant qu'à ces jolies sommes s'ajoute l'attribution d'un paquet de stock-options: « 290 000 au titre de l'exercice 2004, 894 000 au titre de 2005 et, au titre de l'exercice 2006,

700 000 stock-options ». Et le rapport policier de préciser que la part de Zacharias dans le plan annuel de stock-options de Vinci est allée croissante sur ces trois années, de 18,28% à 53,25%. Au total, Zacharias s'est fait attribuer l'équivalent, au 1^{er} juin 2006, de 92 442 548 d'euros par un comité de rémunération où il ne comptait que des amis, dont son conseiller en stratégie, l'inénarrable Alain Minc. Il n'y a pas que les oies que l'on gave... * L. D.

L'ex-PDG de Vinci a touché plus de 92 millions d'euros lors de son départ...



CROISÉS Les journalistes de *Bakchich* en ont vu, des « Grands ». Numéro deux d'Elf, président du Gabon, patron des Renseignements généraux, avocat de la pègre parisienne, marchand d'armes à l'international, business-man en Russie... La crème de la crème.

Sirven, honorable escroc

C'était un samedi de novembre 2004, à l'heure du déjeuner. J'avais rendez-vous à la Brasserie La Lorraine, place des Ternes à Paris, avec Alfred Sirven, l'ex-bras droit de Loïk Le Floch-Pright, patron du groupe Elf de 1989 à 1993. Grâce à l'or noir, Sirven était le grand distributeur de gâteries et d'emplois fictifs à l'ensemble de la classe politique. Ce jour-là, riesling, huîtres et tartare de saumon. L'entretien est interrompu par le maître d'hôtel, qui connaît fort bien Alfred :

- « Il y a trois jeunes clients, à la table près de la fenêtre, qui voudraient vous dire toute leur admiration. Ils admirent votre parcours et voudraient vous offrir une coupe de champagne. »

- Le champagne c'est vulgaire, petit-bourgeois, répond Alfred, je préfère le vin blanc. Ils nous offriront le café. » Il était comme cela, notre Alfred : nature et grand seigneur ! À cinq mois du verdict du procès en appel, prévu pour mars 2005, Sirven était inquiet. C'est lui qui, en première instance, avait été condamné le plus lourdement, pour son implication dans l'affaire des détournements de fonds ayant eu lieu de 1989 à 1993 : cinq années de prison et un million

d'euros d'amende. Seulement le procureur de Paris, Jean-Claude Marin, qui lui en voulait personnellement (pour des raisons trop longues à expliquer), avait réclamé... huit ans en appel. Pas question pour Sirven, qui a déjà payé le prix le plus fort, de retourner seul en détention. Alfred avait décidé de parler – et librement – à quelques plumitifs, dont moi, alors journaliste au *Canard enchaîné*. Je vais donc le rencontrer une dizaine de fois entre novembre et février, avant sa disparition brutale, un dimanche de février 2005 à Deauville, terrassé par une crise cardiaque.

La plupart du temps, nous voyions, parfois avec Vilma, sa compagne philippine, au Salon des Amours, une salle à manger particulière du restaurant Lapérouse, sur les quais de Seine, ou aux Innocents, un restaurant du VIII^e arrondissement, tenu par un libanais fort classieux. « Aux innocents, les mains pleines », disait-il joliment. Et il ajoutait volontiers : « Je me flatte de connaître deux ou trois choses sur le vin ».

Et le journaliste enquêteur que je suis va tomber sous le charme de ce bandit de grand chemin. Jamais cet homme droit n'a songé à nier ses frasques financières. Sa morale, au-dessus de la loi commune, était faite de fidélité et d'honneur. « Je suis le seul debout, proclame-t-il, j'ai été cohérent et je n'ai jamais balancé personne ». Et il ajoutait : « Deux ou trois fois, on m'a proposé de faire descendre Fatima, la compagne de Loïk à l'époque. Mais j'ai refusé, je m'appelle Alfred Sirven ». Alfred était sans illusions sur les hommes, sauf sur celui qui fut son véritable « parrain » et ami,

Charles Pasqua. « Chirac n'avait aucune conviction, Pasqua si. » « C'est moi, racontait-il, qui organisais les rencontres entre Mitterrand et Pasqua dans le château du docteur Raillard. On était là, avec Daniel Leandri, le bras droit de Charlie, à attendre que les deux "Auguste" aient terminé leurs conneries. Charles, en sortant, était toujours ravi. C'était pas tous les jours qu'il rencontrait un intellectuel. Et Daniel Leandri concluait que Mitterrand était

aussi mafieux que nous. » Et Sirven d'ajouter : « Tout ceci était parfaitement exact ». Un jour, raconte-t-il, il est interrogé par son petit-fils sur ses frasques passées. - « C'est vrai ce qu'on lit dans la presse, tu as pris de l'argent. - Écoute bien, lui répond Alfred, ce que va te dire Papy. Papy n'a jamais volé un pauvre, jamais ! » Alfred Sirven était un vrai bandit d'honneur ! *

ALFRED SIRVEN

NICOLAS BEAU

« Je suis le seul debout et je n'ai jamais balancé personne », A. Sirven.



FRANCAFRIQUE

AVEC BONGO, QU'EST-CE QU'ON S'OMAR

Président décomplexé du Gabon, Omar Bongo, inhumé le jeudi 18 juin 2009, laisse un grand vide. En 41 ans de pouvoir, Albert Bernard Bongo Ondimba a beaucoup changé. De surnom, de religion, d'influence... « D'anomalie » sous De Gaulle, pion d'une France à peine sortie des colonies, l'ex-lieutenant de l'armée tricolore devint rapidement le premier souteneur de l'Hexagone. Pétrole, uranium, manganèse, le Bongoland est riche. Omar aussi. Il en fera profiter les copains. Pas bégueule, le Omar a toujours été moins regardant sur les idées que sur les hommes. Et n'avait pas son pareil pour les jauger, à coups de valises de billets. Gauche, droite, extrême droite, centre, le meilleur connaisseur de la politique française de la V^e République française, c'est lui. Idem

avec la presse. Généreux pour la plume et les plumitifs, avides de ragots en tous genres et de manipulation, le maître de Libreville n'avait pas son pareil pour fomenter des jolis coups.



Ses plus dévoués serviteurs l'appelaient Papa, à l'instar de l'avocat conseil Robert Bourgi. Une fibre paternelle quasi-légendaire qui donna naissance à une progéniture, directe ou bancaire, aussi longue que le fleuve Congo.

BOUILLANT, LE OMAR

L'auteur de ces lignes a eu l'occasion de le rencontrer. Le début de l'interview se fait debout. Malaise : une tête de différence. Le petit président monte sur l'estrade et tout est oublié. « Voilà, on peut continuer », sourit-il. Un festival de saillies : « Avec Total, c'est comme avec Elf, rien n'a changé. » « Dès que quelqu'un a un souci, je lui dis, que puis-je faire pour toi (...) et des amis j'en ai à droite et à gauche en France. » Ah ! Qu'il nous manque, le joyeux margoulin ! *

XAVIER MONNIER

YVES BERTRAND

FAUX ET USAGE D'INFOS

Patron des Renseignements généraux (RG) sous le règne de cinq ministres de l'Intérieur, Yves Bertrand n'avait pas son pareil pour accueillir ses amis journalistes. Autour d'un bon whisky ou d'un café, c'était selon, dans le vaste bureau où il trônait, au quatrième étage de la rue des Saussaies. Ce « grand » flic chiraquien, plus proche du sergent Garcia que de Talleyrand, se livrait à quelques confidences salaces avant de montrer au visiteur de passage les fameux « blancs » des RG.

« GRAND » FLIC

Durant l'année 2001, j'ai souvent été reçu par le patron des RG, alors que je préparais le livre *La Maison Pasqua*. La volonté de Charles Pasqua de se présenter à la présidentielle de 2002 gênait Chirac dans ses ambitions ; Yves

Bertrand, fidèle entre les fidèles de l'ex-Président, se montrait très coopératif, lorsqu'il s'agissait de dénoncer les turpitudes des amis corses de l'ancien ministre de l'Intérieur. Même truffées d'inexactitudes, les fiches donnaient quelques solides pistes d'enquête. Mais Yves Bertrand tenta de m'enfler plusieurs fois, notamment en 2002, dans l'affaire d'AZF. Il lui fallait à tout prix conforter la thèse d'un attentat terroriste qui pouvait être utilisée par Chirac contre Lionel Jospin, alors Premier ministre. Sur place, le procureur s'y opposait ? Eh bien, Yves Bertrand m'expliqua, sans la moindre preuve, que le magistrat s'était livré, dans le passé, à de graves turpitudes. Après mon refus de relayer ces rumeurs, Yves Bertrand se fit plus rare... * N. B.



IN BED WITH

MILIEU

KARIM ACHOUI, L'AVOCAT DU DIABLE

Septembre 2008. Rendez-vous devant les locaux du Cherche midi, à Paris. Karim Achoui, connu pour avoir défendu la pègre parisienne, vient de sortir *L'Avocat à abattre*, un livre dans lequel il accuse un commissaire de police d'avoir commandité son assassinat. Le 22 juin 2007, l'avocat avait réchappé par miracle à son agresseur qui lui laissait comme souvenir quelques balles dans le buffet.

PAS RANCUNIER

« *Le baveux se rebiffe* », comme titre *Libération* le matin de notre rencontre. Un portrait qui l'amuse. Quoique le mot « baveux » ne lui plaise guère. À l'époque, il est soupçonné d'avoir aidé Antonio Ferrara à s'évader de prison, sur la base d'écoutes où est mentionné justement un « baveux ».

« *J'espère que Smalto te file des pompes gratos* », lâche un de ses amis éditeur faisant allusion aux multiples articles parus sur Achoui qui mentionnent à chaque fois la marque de ses chaussures. C'est que le monsieur porte haut. Ses deux portables à la main, le costard noir cintré, et le cheveu bien plaqué, M^e Achoui est prêt pour sa plaidoirie. « *Je vous connais bien Bakchich. Vous vous étiez moqué de moi quand j'avais acheté la robe d'avocat de Mitterrand aux enchères en rajoutant que le Président ne l'avait jamais portée. Mais bon, je ne suis pas rancunier* », lâche-t-il en préambule à l'entretien. « *Je me suis pris une balle dans la fesse qui m'a transpercé la verge! Et ça, personne ne le sait!* », gesticule-t-il. La presse raffole de ces histoires où se mêlent règlements

de compte, corruption et gros caïds du Milieu. Il le sait et il en joue. Poussant jusqu'à la caricature l'image de beau parleur, un peu flambeur, un peu menteur, qu'on lui donne.

SEPT ANS DE PRISON

Son portable vibre. Un proche l'informe que Michèle Alliot-Marie vient de lui faire un coup de pub en demandant l'interdiction de son livre. Il jubile. Mais, dans quelques mois, il est convoqué aux assises dans l'affaire Ferrara. « *Comment vous sentez-vous à l'approche de ce procès?* » « *Je prépare ma défense sereinement.* » Il sera condamné à sept ans de prison. Avant de partir, on lui demande s'il peut sortir de l'immeuble avant nous, histoire d'éviter les balles perdues. Il sourit... ✱

SIMON PIEL



COINCÉ

FALCONE N'A PLUS LA BANANE

Ma rencontre avec Pierre-Joseph Falcone, qui a écopé de sept ans de prison ferme dans le procès de l'Angolagate, date de 1997. C'est-à-dire bien avant ses démêlés judiciaires. « *Cher ami...* » L'échange, chaleureux, eut lieu dans son hôtel particulier de l'avenue Kleber, que le roi d'Espagne Alphonse XIII avait offert autrefois à sa maîtresse. Falcone avait installé dans cet immeuble, racheté au Quai d'Orsay, le siège de sa société, Brenco. Laquelle organisa la livraison d'armements, pour un montant de 500 millions de dollars, vers l'Angola. Essentielle, cette domiciliation à Paris permit au juge Courroye de poursuivre Falcone en 2001 pour une activité de courtier non déclarée. Si Falcone avait domicilié ses sociétés dans la délicieuse propriété qu'il possède à Scottsdale, en Arizona, au cœur de « la vallée du paradis », peuplée de golfs et de milliardaires, il n'y aurait jamais eu d'Angolagate.

BEAU PARLEUR

Quel chemin parcouru pour cet homme aimable, au costume impeccablement coupé, depuis l'époque où Falcone père était le patron de « la conserverie Papa Falcone » et vendait des sardines et des anchois en Algérie. Quel parcours depuis les premiers pas de Pierre-Joseph au Brésil dans le commerce des fruits exotiques qui lui ont valu le surnom de « la Banane ». Beau parleur, souriant, Falcone mettait d'emblée son visiteur à l'aise. Œcu-



ménique, il ne dissimulait pas à l'époque les contacts réguliers qu'il pouvait avoir, à droite, avec Charles Pasqua ou, à gauche, avec Jean-Christophe Mitterrand. Le fils du modeste pied-noir qu'il était étalait fièrement ses relations au cœur du pouvoir français. Pierre Falcone apparaissait d'abord comme un formidable communicant, capable de vanter les innombrables atouts de l'eldorado angolais. « *Je vous invite là-bas tous frais payés... Vous jugerez vous-même.* » En me quittant, ce jour-là, Pierre Falcone ajouta : « *Dans mon pays, au Brésil, on aime bien les maximes. Et celle-ci, en particulier: bien faire et laisser dire* » ✱ N. B.

POISSON GRAS

À LA PÊCHE AVEC Dédé LA SARDINE

À l'aéroport du Bourget, André Guelfi, surnommé « Dédé la sardine » depuis qu'il a fait fortune en vendant ces petits poissons, est toujours pressé. Cet ancien coureur de F1 continue de courir, maintenant après le temps. À 80 ans, piloter un Falcon 900, le plus gros avion d'affaires, ne l'inquiète pas. Aux commandes, il décolle pour Moscou où il a des rendez-vous « *de business* ». Vol sans histoires, si ce n'est l'étonnant anglais de notre chauffeur des airs.

REÇU PAR ELTSINE

Arriver à Moscou, avec Dédé, c'est vivre sans jamais rencontrer de douaniers ou de flics. Aucun obstacle, Guelfi est un homme de l'Est. Une voiture attend au pied de l'appareil et hop, direction le Kremlin. Très vite, Boris Eltsine accueille Dédé. Sa-

lutations, « *spassiba, spassiba* » et les « experts » russes et français se mettent autour d'une table. Si j'ai bien compris, il s'agit de construire des hôtels dans la capitale... Mais l'expertise, Dédé, ça le fatigue. Il se lève poliment, s'excuse face à Eltsine.

Et lui dit en guise d'adieu, comme s'il les laissait en gage : « *Boris, je vous laisse mes galériens...* » Nous nous retrouvons au bar d'un hôtel proche pour y boire le meilleur bordeaux. Faciles, les affaires ✱

JACQUES-MARIE BOURGET



ABONNEZ-VOUS GAIEMENT !

Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____

 Code postal _____ Ville _____
 E-mail _____

JE M'ABONNE POUR UN AN :

- France métropolitaine : Hebdo 70€ Hebdo+exclus (site) 90€
- DOM + Union européenne : Hebdo 85€ Hebdo+exclus (site) 105€
- Reste du monde : Hebdo 110€ Hebdo+exclus (site) 130€

**OFFRE PROMOTIONNELLE
 JE M'ABONNE POUR TROIS MOIS :**

- France métropolitaine : Hebdo 20€ Hebdo+exclus (site) 30€
- DOM + Union Européenne : Hebdo 35€ Hebdo+exclus (site) 45€
- Reste du monde : Hebdo 55€ Hebdo+exclus (site) 65€

Par chèque bancaire à l'ordre du GROUPE BAKCHICH

Contact : Service abonnement • 01 43 72 51 32 • abo@bakchich.info

MERCI DE RETOURNER CE BON COMPLÉTÉ À :

Bakchich, service abonnement, 121 rue de Charonne 75011 Paris



INSOUMIS Dans un beau livre, Laurent Maréchaux raconte la révolte de ces bandits mythiques qui ont préféré la mort plutôt que de perdre leur liberté. Derrière ces destins hors du commun se cachent souvent des rebelles épris de justice. Nous en reproduisons de larges extraits.

Hors-la-loi, à corps et écrits

Plus qu'exister, il leur fallait vivre. Le monde au bout de fusil. L'œil miré contre ce seul ennemi, dans un arc-en-ciel de colères du spectre d'une même fureur. À chacun sa couleur.

BAKOUNINE, BONNIE AND CLYDE...

Le rouge, sur son extérieur, trempé du sang des illégalistes, anarchistes et révolutionnaires. Ces révoltés se muent en hors-la-loi et ne tardent pas à s'en prendre à la société qui les a vus naître.

Leur cible: la police, les juges, les propriétaires et la bourgeoisie. Avec Bakounine en Saint-Père des anars, la bande à Bonnot en bourreau des banquiers.

Vert en son cœur, poussé à quitter le rivage des hommes dans le refuge des forêts, à la recherche d'une paix précaire où se ressourcer. Robin des Bois et Louis Mandrin, le contrebandier au grand cœur et terreur des soutanes de l'ordre monarchiste.

Bleu en son centre, dans le ventre des océans. En capitaines de gé-

nie, les pirates Barberousse au XVI^e siècle, ou les exploits du « dragon des mers », sir Francis Drake. Jaune à la lisière de la vie, dans les espaces désertiques où se sont illustrés des ethnologues meurtriers et obsédés, Richard Burton. Des poètes marchands d'armes, Arthur Rimbaud. Des aventuriers légendaires, Lawrence d'Arabie.

Violet enfin, dans le fourneau du bitume chaud, où fleurissent voyous des villes et caïds de banlieues. Bonnie Parker et Clyde

Barrow, les amants naïfs des grandes cylindrées américaines, Albert Spaggiari, cerveau du « casse du siècle » brûlé au soleil niçois, et plus récemment le « pelliculé » Jacques Mesrine.

ÉCORCHÉS VIFS

Comme le dit l'ouvrage: « *La défiance envers l'ordre établi est leur maître mot. Ces écorchés vifs combattent parfois jusqu'à l'obsessionnelle folie les sentiments d'injustice qui les assaillent. Quitte à se voir envahis très vite par la*

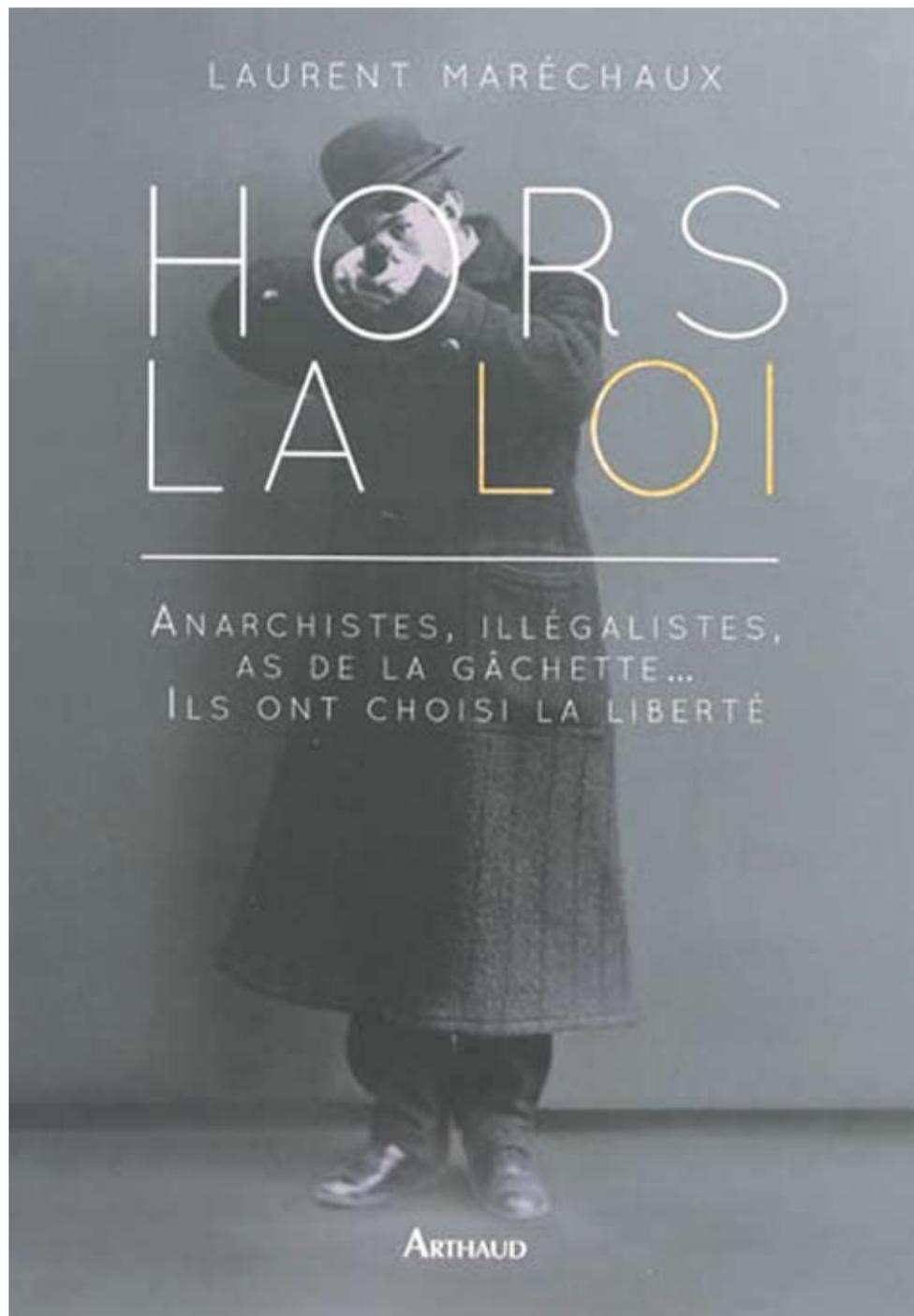
rage dont la marche forcée vers un monde meilleur vire en épopée meurtrière. La première balle entache la légende et ensanglante tout idéal. De justicier, le hors-la-loi se transforme en soldat perdu, sans retour possible vers une vie paisible. En réalité, cette grande histoire n'est que bégaiement et répétition d'un inévitable compte à rebours vers une mort attendue ou un suicide annoncé » *

LOUIS CABANES

SUITE PAGES 20 et 21



Micheline de Cesare fut la maîtresse d'un brigand. Ce cliché date de 1865.



Hors-la-loi. Anarchistes, illégalistes, as de la gâchette... Ils ont choisi la liberté, par Laurent Maréchaux. Un livre paru aux éditions Arthaud, 40 euros.



BONNES FEUILLES

Bonnie Parker et Clyde Barrow

Partout, l'Amérique sombrait. La crise de 1929 avait ruiné les classes moyennes. Les petits fermiers, rattrapés par leurs dettes, voyaient les banques se saisir de leurs biens, les chômeurs dormaient, la faim au ventre, à même les trottoirs des grandes villes, sans travail et sans espoir. La misère remplaçait les rêves d'opulence nés avec l'essor du capitalisme. Pour vivoter, la jeunesse désœuvrée se tournait vers le vol d'épicerie et les braquages minables.

DÉSESPOIR ET ENNUI

Leurs regards se croisèrent pour la première fois à West Dallas par une journée caniculaire de l'été 1930. Nue à sa fenêtre, elle regardait la chaleur étouffante s'abattre sur une bourgade morte, gagnée par le désespoir et l'ennui. Elle s'appelait Bonnie Parker, était née le 1^{er} octobre 1910 à Rowena, dix-neuf ans plus tôt, dans une famille de Texans aisés. La nature l'avait dotée d'un physique irréprochable – regard bleu d'acier, crinière blonde, seins hauts et fermes, jambes galbées et sourire aguicheur –, une plastique appétissante qui troublait les hommes qu'elle croisait dans le *diner* où elle était serveuse. L'arrivée d'un garçon mal fagoté, le visage en partie dissimulé par un panama à large bord la tira de sa mélancolie. Il avait une vingtaine d'années, s'appelait Clyde Barrow, était né en 1909 à Telico, Texas, dans une famille de cultivateurs. Il sortait de deux ans de prison pour vol de voitures et braquage d'une pompe à essence. Cette rencontre lui fut fatale, elle ne remettrait plus jamais les pieds dans sa chambre bien rangée de jeune fille. Il lui paie un Coca-Cola dans une station-service et joue les jeunes coqs, se vantant de s'être coupé deux orteils à la hache pour échapper aux travaux pénitentiaires. Pour épater Bonnie, Clyde sort de sa veste un P38 anthracite et dévalise, sous ses yeux fascinés, l'épicerie du coin.

CLYDE FUIT L'AMOUR

Bonnie a trouvé son maître, elle le suit. Ils volent une voiture et quittent la ville sans se retourner. Elle se blottit contre lui, leur auto fait une embardée. Il la repousse; le flirt n'est pas sa tasse de thé. Clyde a trop souvent vu sa mère pleurer sous les coups et les violences quotidiennes de son père. Il fuit depuis son enfance tout amour. Le couple troque sa guimbarde contre un coupé sport jaune canari et passe sa première nuit dans une ferme abandonnée. Ils dorment côte à côte, comme frère et sœur.

Au réveil, Clyde apprend à tirer au revolver à Bonnie, qui se montre adroite. Leurs poches sont vides. C'est décidé, ils braqueront des banques.

À Mineola, dans le Kansas, ils attaquent par un samedi après-midi ensoleillé de l'année 1932 la banque principale. Bonnie et Clyde se dirigent vers les guichets et remplissent de liasses de billets un sac en papier. Pendant ce temps, Clarence Wallace Moss [une complice] gare la voiture le long du trottoir. Quand ils ressortent, Moss peine à dégager la Chevrolet coincée entre deux grosses limousines. Trop tard: le directeur de banque leur barre la route et une voiture de police se profile au loin. Clyde fait feu à travers le pare-brise, l'homme s'écroule, meurt sur le coup. De braqueurs amateurs, ils deviennent assassins, condamnés à finir leur vie dans un pénitencier, à défaut de mourir sous les balles de la police ou sur une chaise électrique. Début alors une longue traque où le sang appelle le sang.

GLOIRE SOUDAINE

La presse s'empare de leurs méfaits, ils font la une de tous les journaux américains. Loin de les inquiéter, cette gloire soudaine les réjouit. Ils sont des héros et s'en gaussent.

Désireux de se faire oublier, ils louent un petit appartement à Joplin, dans le Missouri. Leur bande de pieds nickelés, désormais connue sous le nom de « gang Barrow », est proclamée ennemi public numéro un. Leur route croise celle d'un Texas Ranger – un dénommé Franck Hamer – venu les arrêter et qu'ils désarment. Clyde a l'idée saugrenue de l'abandonner, après l'avoir tabassé et menotté, sur une barque au milieu d'un lac. Cet homme d'ordre va leur vouer une haine éternelle et devenir leur pire adversaire; il ne les lâchera plus... Après le Texas, c'est l'Oklahoma, puis le Kansas et l'Iowa. Leurs nerfs sont à vif. La bande croit trouver un bref répit dans l'Iowa, à Plate City. Mais l'attitude suspecte de Clarence, parti dans un restaurant acheter des poulets rôtis et des crèmes glacées, éveille l'attention d'un flic, qui donne l'alerte. À la nuit tombante, la police encercle le motel décati où la bande se terre. L'opération tourne au carnage. Le gang Barrow, aux abois, est obligé d'abandonner en plein champ ses voitures, criblées de balles. S'accrochant à la vie, ils rampent à travers les maïs; leurs poursuivants se rapprochent. Clyde est atteint à la main, Buck, à bout de force, succombe à ses blessures, Blanche [autre membre du gang], soulagée, se laisse



↑ Clyde Barrow et Bonnie Parker, en 1934. Des amants naïfs et diaboliques, tués par quatre-vingt-sept balles.

arrêter, et Bonnie est blessée d'une balle à l'épaule. Les trois survivants réussissent à s'échapper en traversant à la nage un cours d'eau.

FATALE EMBUSCADE

Par ailleurs, la bande n'a plus d'argent. Clyde imagine d'enlever Floyd W. Simmons, un roi de l'alimentaire, de négocier une rançon substantielle, et de recommencer une vie paisible au

Nouveau-Mexique. Hamer ne leur en laissera pas le temps. Il rencontre discrètement, dans un café-glacier d'Arcadia, Ivan Moss – le père de Clarence – et le persuade de lui livrer Bonnie et Clyde. L'embuscade a lieu le 23 mai 1934, sur la petite route qui ramène les amants diaboliques à la ferme Moss. Six armes automatiques se déchainent. Bonnie et Clyde sont tués de quatre-vingt-sept balles. Dans un

poème prémonitoire, Bonnie Parker avait écrit, quelques jours avant leurs morts:

« Un jour ils s'écrouleront ensemble / L'un contre l'autre on les enterrera / Pour certains une douleur ce sera / Pour la loi, la victoire du bon droit / Pour Bonnie et Clyde, la mort, cela seulement signifiera » *

Texte et photo extraits de *Hors-la-loi*, pages 206 à 209.



HORS DES LOIS

LES BOURGEOIS, CIBLE DE LA BANDE À BONNOT

Is se définissaient comme des « en-dehors » et refusaient de se soumettre à toute forme d'ordre. Le plus jusqu'au-boutiste fut sans aucun doute Jules Bonnot. Mécanicien le jour, Bonnot se transforme la nuit en malfrat. Il pratique sans état d'âme le vol, la contrebande d'alcool, le recel de voitures, la fabrication de fausse monnaie. Il devient à dix-neuf ans un adepte de la grève générale et du Grand Soir. Il s'enfuit dans la capitale, où il fréquente les cercles libertaires, dont il devient le détonateur. Ils vont constituer le noyau dur de la « bande à Bonnot ».

« VIVE LA MORT ! »

La révolution se doit d'être totale et immédiate. La frontière séparant l'activisme militant du banditisme est vite franchie. Leur premier coup d'éclat est, le 21 décembre 1911, l'attaque rue Ordener d'un encaisseur de la Société générale. Le 25 mars 1912, les six complices montent une embuscade à Montgeron. Ils tuent le propriétaire et son chauffeur et filent attaquer, aux cris de « Vive la mort ! », la succursale locale de la Société générale, assassinant au passage trois employés et dérobant 35 000 francs. Une gigantesque chasse à l'homme commence. Erreur fatale : les six bandits décident de se séparer, avec le secret espoir de reprendre chacun une vie honorable. Soudy est arrêté le 30 mars à Berckplage, Carouy le 4 avril près de Palaiseau. Bonnot est débusqué le 27 avril. Cinq cents hommes en armes affrontent un seul homme. Bonnot se sait perdu. Il se tire



↑ Eugène Dieudonné, membre de la bande à Bonnot, le 29 février 1912.

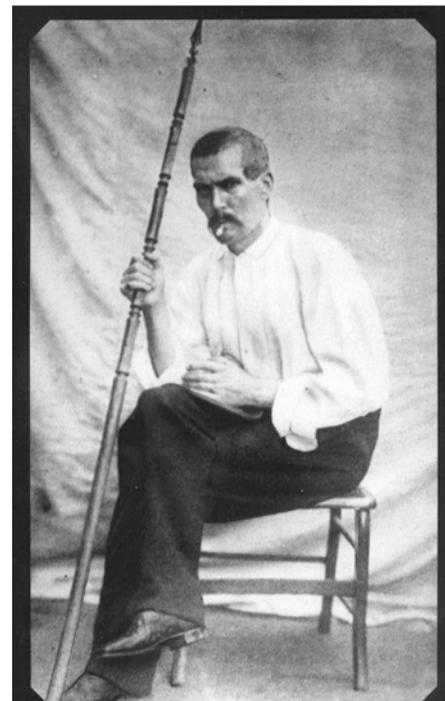
une première balle dans la tête, se rate, en tire une seconde avant d'agoniser. Après avoir terrorisé pendant six mois les bourgeois

de la Belle Époque, la bande à Bonnot a cessé d'exister *

Extraits de *Hors-la-loi*, pages 167 à 172.

BURTON L'EXPLORATEUR

Érudit, ethnologue, explorateur et traducteur sulfureux, Richard Burton est-il pour autant un hors-la-loi ? Il est né le 19 mars 1821 sur les bords de la « Riviera anglaise ». Son père l'envoie au Trinity College d'Oxford suivre des études religieuses. En octobre 1842, Richard s'engage à Baroda comme officier au 18^e régiment indigène de Bombay. Son don pour les langues le conduira à en maîtriser quarante, dont onze dialectes. Il ne se sent bien qu'au contact des indigènes, dont il adopte la tenue vestimentaire. Ce diable d'homme que fascinent toutes les perversions est guidé par une obsession : transgresser tous les interdits, qu'ils soient géographiques, politiques, religieux, moraux ou sexuels.



↑ Richard Burton, un diable d'homme.

EXPÉRIENCES PROHIBÉES

La Mecque est interdite aux incroyants. En 1853, Richard Burton se met pour un an en congé d'armée et se lance dans cette expédition à risques. Il traverse la mer Rouge sur un vapeur surchargé. Au passage d'un col, son équipage est attaquée par des Bédouins. Douze pèlerins périssent. L'Afrique taraude cet anthropologue que fascine la quête de l'autre. Le 13 février 1858, Burton et Speke sont les premiers Occidentaux à atteindre le lac Tanganyika. Il part aux États-Unis s'intéresser à la « Mecque des Mormons », à Salt Lake City. Au cours de ses voyages, les prati-

ques sexuelles et les expériences prohibées ont occupé une place privilégiée dans ses observations ethnologiques. Lors de son passage dans l'armée des Indes, il fréquente un bordel de Karachi et dévoile les relations homosexuelles tarifées des officiers britanniques. Durant son voyage vers Harar, il s'intéresse aux amourettes des nomades somaliennes avec des étrangers. Il meurt en octobre 1890. En dehors de ses propres lois, point d'existence possible... Une vraie morale de hors-la-loi *

Extraits de *Hors-la-loi*, pages 136 à 140.

APPEL

DEVENEZ AMI DE « BAKCHICH »

En redressement judiciaire depuis le 8 novembre dernier, *Bakchich Hebdo* et les sites *Bakchich.info* et *Bakchich.tv* continuent de ravir internautes et amateurs de presse écrite. Tous les mercredis, depuis le 23 septembre, notre hebdomadaire paraît en kiosques. Mais les quelque 12 000 exemplaires vendus chaque semaine ne s'avèrent pas encore à la hauteur de nos espoirs, chiffrés à au moins 16 000 journaux vendus, condition de notre équilibre économique. Or, dans cette quête effrénée de rendre *Bakchich* immortel, nous avons entendu la voix de nos fidèles abonnés, lecteurs et amis, qui demandent à entrer au capital de *Bakchich*. C'est désormais possible, via la société Le Club des amis et actionnaires de *Bakchich*, dont Isabelle Adjani est devenue la présidente d'honneur.



Sous la forme d'une société par actions simplifiée (SAS), le Club des amis se propose de nous aider à traverser la crise de trésorerie que nous connaissons. L'occasion aussi de renforcer nos liens avec vous. Sitôt la souscription achevée, les fidèles de *Bakchich* entreront au capital du Groupe.

Y adhérer est enfantin. Simple comme la signature d'un chèque de 100 euros minimum, libellé au Club des amis de *Bakchich*, sans oublier de renvoyer le bulletin d'adhésion ci-contre.

Le prochain tour de table pour entrer au capital aura lieu mi-janvier. Pour nous, n'attendez plus, envoyez dès aujourd'hui votre souscription !

Pour toute autre demande de précisions, n'hésitez pas à consulter notre site Internet, ou à nous envoyer un e-mail, à souscription@bakchich.info. Merci de votre confiance *

LA RÉDACTION

DEVENEZ ACTIONNAIRE !

Je soussigné(e) _____
né(e) le à _____
demeurant à _____
Adresse mail _____
souscris au capital de la SAS « Le Club des amis de Bakchich » constitué à l'effet de regrouper et porter les souscriptions à la SAS Groupe Bakchich.

MONTANT DE VOTRE ENGAGEMENT :

100€ 500€ 1000€ 1500€ 2000€
 2500€ 3000€ 5000€ Plus encore : _____

Par chèque bancaire à l'ordre du CLUB DES AMIS DE BAKCHICH

Date et signature

MERCI DE RETOURNER CE BON COMPLÉTÉ À :
Bakchich, 121 rue de Charonne 75011 Paris

Contact : Service souscription • 01 43 72 51 32 • souscription@bakchich.info



ÉPIQUE

SUCCESS STORY Rome ne s'est pas faite en un jour, *Bakchich* non plus. Revivez ici les très riches heures de la genèse de votre journal favori, des débuts du site Internet il y a quatre ans au lancement de l'hebdo, en passant par les bons mécènes et les mauvais esprits croisés en chemin.

Une rédaction en cavale

I - LA PRISE DE LA BASTILLE (2006-2007)

L'oisiveté, mère de tous les vices. Laisser trois jeunes de 25 ans, Guillaume Barou, Léa Labaye et Xavier Monnier, dans un local pas franchement gracieux, dans le XI^e arrondissement parisien. Moquette délavée, une fenêtre avec des barreaux, dix mètres carrés. Les laisser mijoter sous un néon pendant quelques semaines (de mars à mai 2006). Et que font-ils, ces trois jeunes godelureaux? Ils travaillent au rétablissement de la France, à stopper la faim dans le monde, à ramener la paix sur Terre? Non, rien de tout cela, ils ne pensent qu'à frapper un grand coup. Créer un journal, sans argent, sans contacts, bref sans rien. Et surtout sans bienséance pour les milieux « autorisés ». Juste avec leur petite volonté de « faire de l'info », écrire ce qui ne s'écrit pas ailleurs, et sur un ton satirique en plus! Ah, elle est belle la jeunesse... De leur fermentation dans ce cloaque tout proche de la Bastille, ressort tout juste un nom étrange, *Bakchich*. Et une décision: lancer un site Internet d'informations. « Pourquoi pas un journal en kiosques? Parce qu'on n'a pas un rond! » Pas bête... Ci fait en mai 2006. S'ensuivent de menus larcins. Ici, un papier sur les liens entre Pinault et le journal *Marianne*. Là, une enquête sur les - déjà - manies courtisanes de Rachida Dati...

Et puis vint Sarkozy. Sitôt élu, le nouveau squatteur de l'Élysée déguste son triomphe sur le yacht de Bolloré. Les petits fous furieux dévoilent les contrats qui lient l'État au groupe du Breton, en mai 2007. Reprise, tollé. L'Élysée dépêche même une officine enquêter. Leurs conclusions? Les journalistes de *Bakchich* utilisent des méthodes de « Viêt Cong ». La guérilla ne fait que commencer. Les nuits seront blanches...

II - LES PREMIERS SCUDS (2007-2008)

Adieu la Bastille, déjà prise. Le camp de base se replie sur les bords du canal de l'Ourcq, dans le XIX^e arrondissement. Un terrain de pétanque, un bar, et de nouveaux joueurs. De jeunes donzelles et damoiseaux émus-tillés par tant d'audace. Et de vieilles gâchettes, titillées par la pugnacité de ces jeunes et inconscients gratte-papier. Si bien qu'un journaliste du *Canard enchaîné*, Nicolas Beau, débarque à l'automne 2007, histoire de tout recadrer. Un vieux guerrier las de *Paris-Match* se déclare même prêt à retourner au front. Ça va

Bourget (Jacques-Marie)... Un mécène belge, Jean-Jacques Coppée, a le coup de foudre. Finis, les petits scoops à fleurets mouchetés. Il s'agit de rançonner le lecteur. Une partie du site sort de la sphère gratuite. Soirées blanches mauresques. Et sœur. Dans un accès payant, *Bakchich* s'attaque au cercle de jeu Concorde. Sans filet, les scribouillards titillent de grands bandits, habitués aux casses de haute volée, et aux protections bien placées. « Ça va swinguer », promettent les anciens. « Le swing, ça ne se danse plus que dans les bals masqués », se rassurent les jeunots. L'alliage survit et détonne. « François l'a dans le Fillon » barre deux fois la une du site. Le gouvernement français s'en remet. Dépiautée et mise à prix en ligne, la garde-robe de Rachida Dati s'en sort aussi... Pour l'instant. Mais la tête de *Bakchich*, déjà, est mise à prix. Le butin amassé ne suffit plus. Pour monter de nouvelles opérations, il faut de costauds financiers.

III - MÊME PAS MORT (MAI 2008)

Épongé, enterré par les rivaux, qui savent ses comptes lestés. Trop d'exclusivités pillées et passées au tamis de l'actualité sans que le nom de *Bakchich* soit cité. Et les services fiscaux (enfin, l'Urssaf) commencent à chouiner sur les dettes accumulées. Pourtant, l'équipe a toujours les dents acérées, les plumes prêtes à s'envoler, l'envie encore d'enquêter.

Les frasques de Nicolas et Carla s'enchaînent, les vidéos off de Rachida font exploser les viseurs. Tout le monde s'en délecte, nul ne veut passer au guichet. Sauf un mail, signé Xavier Niel, exfiltré des courriers indésirables. « Je vous trouve rafraîchissant, si vous voulez, on peut en discuter. » Reçu un vendredi midi. Déjeuner pile le lundi suivant. Quatre bouteilles de vin blanc plus tard, *Bakchich* est sauvé.

Une hirondelle fait le printemps, d'autres bourses se délient, désireuses de voir ce que les *pistoleiros* à peine sevrés peuvent produire, une fois déserré le collier du budget. Dans le bruit et la fureur, s'achève la période des « scoopinets ». De vraies grenades vont être dégoupillées. Via même *Bakchich TV*.

IV - AU NEZ ET À LA BARBE DE DATI ET DE KOUCHNER (2008-2009)

Sous les jupes du ministère de l'Intérieur et de la flicaille, *Bakchich* dégote les fiches, illégales, des poulets sur les stars James Deb-



bouze et Johnny Hallyday. La police des polices se lance à nos trousses. Dans la cavale, la rédaction en profite pour dévoiler les achats de voix de Serge Dassault à Corbeil-Essonnes, le mirifique milliard d'euros attribué à un ami par la fondatrice octogénaire de L'Oréal, les noms de quelques évadés fiscaux pris les doigts dans le coffre d'une enquête au Lietchenstein... Le butin fait des envieux. Étonné que des freluquets osent piétiner leurs plates-bandes et percer leurs petits secrets, les bons penseurs se réveillent. Philippe Val hurle aux collabos, BHL aux chiens. Mais la meute mord toujours dans l'info. Nom du père de l'enfant de Rachida Dati, frasques de la présidence française de l'Union européenne, luttes de pouvoir à l'OM... Un magot toujours plus gros.

Trop pour tenir encore dans d'étroits locaux. *Bakchich* change encore de planque, et profite du déménagement pour épingleur Kouchner, un ministre pour qui les affaires ne sont pas vraiment étrangères. Sauf pour la presse, qui ne croit qu'en l'imprimé... Au moins *Siné Hebdo* ou le *Télégramme de Brest* savent-ils repé-

rer la manne nichée dans nos papiers. Partenariats renforcés. Aussi miné soit-il, le terrain est dévoilé. L'imprimé.

V - LE CASSE DU SIÈCLE

Été 2009. Une seule idée. Frapper un grand coup à la rentrée. À nouveau, prendre le contre-pied de ce qui a existé. Inverser la tendance. En 2006, la petite équipe s'était montée sur Internet. En 2009, elle sera la première à tenter de forcer les kiosques, l'écrit, une place forte que l'on dit saturée. L'hebdomadaire papier sort en septembre. Pas le temps de trop s'équiper. Deux mois seulement, en plein été, pour maquetter et faire le grand saut. La dizaine de kamikazes est harnachée depuis longtemps au projet. Premier numéro sorti le 23 septembre. Succès d'estime. 30000 acheteurs... Depuis, plus de 10000 lecteurs s'accrochent à leurs kiosques chaque semaine depuis pour déboursier deux euros. Et toujours ce flot d'infos qui inonde nos pages. Enquêtes, informations et mauvais esprit. Le casse du siècle a déjà réussi. Il ne manque que 5000 lecteurs pour que la cavale de *Bakchich* soit éternelle *

LA RÉDACTION

LA BAKCHICH TEAM

Directeur de la rédaction : Nicolas Beau • **Conseiller éditorial :** Jacques-Marie Bourget • **Chroniqueurs :** Matthieu Adenil, Daniel Carton, Jacques Gaillard, Marc Godin, Doug Ireland, Eric Laurent • **Rédacteur en chef édition :** Cyril Da • **Maquette :** Rampazzo et associés (conception), Émilie Parrod • **Sécretaire de rédaction :** Pierre-Georges Grunenwald • **Rédaction :** Monsieur B, Sacha Bignon, Émile Borne, Émilie Buono, Louis Cabanes, Renaud Chenu, Éric de Saint-Léger, Lucie Delaporte, Catherine Graciet, Eric Laffitte, Anthony Lesme, Laurent Macabies, Simon Piel, Enrico Parsia, Bertrand Rothé, Grégory Salomonovitch, Anaëlle Verzaux • **Dessinateurs :** Bar, Barroug, Goubelle, Lasserpe, Ray Clid, Khalid, Kerleroux, Mor, Morvandiau, Nardo, Oliv', Pakman, PieR Gajewski

Directeur de la publication : Xavier Monnier.

Groupe Bakchich, SAS au capital de 56980 euros • Siège social : 121 rue de Charonne 75011 Paris.

CPPAP : en cours • ISSN : 2104-7979 • Dépôt légal : à parution • Impression : Print France Offset

Gestion des Ventes au numéro : A.M.E | Otto Borscha | Tél. 01 40 27 00 18 | oborscha@ame-press.com | N° Vert : 0800 590 593 réservé uniquement au réseau de vente.

Bakchich Hebdo près de chez vous : www.trouverlapresse.com

Tous les textes et dessins sont © Bakchich et/ou leurs auteurs respectifs.



RÉTRO Dans les kiosques depuis trois mois et également disponible en version PDF sur son site Web, *Bakchich Hebdo* a multiplié les braquages d'infos inédites. En cadeau de fin d'année, voici un aperçu de ses plus belles prises. L'enquête au bout du fusil.

Les casses de **Bakchich Hebdo**



L'affaire qui hante les nuits de **Sarko**

Le 7 octobre dernier, dans son troisième numéro, *Bakchich* publiait une précieuse et secrète lecture. Celle des cahiers de Gérard-Philippe Menayas, monsieur finances des constructions navales qui fabriquent les fameuses frégates de Taïwan. Cahiers qui révèlent que des politiques auraient reçu des commissions sur les grands contrats au début des

années 90. Parmi eux, Édouard Balladur et Élisabeth Guigou : « *Les masses financières [...] devaient revenir au parti socialiste, à des membres du parti républicain et des balladuriers, via Charles Pasqua.* »

Sarkozy dans tout ça ? Sous les initiales de « NS », il aurait été intéressé par un contrat de vente de frégates avec l'Arabie Saoudite.



Marseille, la chute de la maison Guérini

En plus d'empester les rues, la grève des ordures de la cité phocéenne a pénétré les portes du conseil général des Bouches-du-Rhône. Mauvaise nouvelle pour son Président, Jean-Noël Guérini, dont le pouvoir s'effrite sous des monceaux de détrit.

Bakchich s'est empressé de livrer les petits secrets des contrats de déchets, dans un dossier

spécial paru le 18 novembre, dans son neuvième numéro. Car il est ici question d'affaire de famille.

Le frère de « Nono », Alexandre Guérini, est le propriétaire des deux plus importantes décharges de la région. « *Je ne suis qu'un petit qui se bat contre des gros* », a-t-il confié benoîtement au lumineux *Bakchich Hebdo*.



TF1, les excès du travail à la chaîne

Le problème des tours de verre, c'est qu'on y voit à travers. Ce que l'Inspection du travail n'a pas manqué de faire au siège de TF1. Au menu, un rapport qui épingle la situation sociale des salariés de la chaîne. Révélé par *Bakchich* dans son numéro 10 du 25 novembre, on y apprend que ne sont « *pas respectées les obligations qui s'imposent en matière de licenciement écono-*

mique ». Et la missive d'évoquer « *la souffrance au travail* ». « *La mise en place de nouvelles organisations, précise la lettre, ne peut qu'engendrer des risques psychosociaux.* » Pour éviter que la chaîne dérive à la sauce Orange-France Télécom, le rapport invoque la nécessité d'« *assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des salariés* ».



Le rapport qui flingue la **RATP**

Les grèves de fin d'année de la RATP n'auraient de saveur sans le cadeau de Noël de *Bakchich* aux fonctionnaires et usagers des transports parisiens. Empoisonné ?

Un rapport confidentiel de la Cour des comptes perce les points noirs qui font dérailler la Régie. Les salaires, défiant toute concurrence, « *ont augmenté entre 2001 et 2007 de*

18,65 % ». Un « *départ en retraite moyen constaté à 53,7 ans* », alors qu'il est fixé à 60 ans à la RATP. À cela, « *un réseau de bus 50 % plus cher que Lyon [...] et que les plus grandes villes européennes.* »

Canard sans tête, la direction de la RATP est prise entre le marteau des syndicats et la tuelle politique antigrèves. Champagne !



À SUIVRE...



2010. THE SHOW MUST GO ON.